

RÉVOLUTION ou GUERRE

#13

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Semestriel – octobre 2019



Sommaire

Lutte des classes et devenir historique

Situation internationale

Tract : lutter pour "sauver la planète" exige la destruction de l'État capitaliste et l'exercice de la dictature du prolétariat (20 septembre 2019)

Sur la crise économique : où va le monde ? (Nuevo Curso)

Retour sur le mouvement des gilets jaunes en France

Salut à l'adhésion de Klasbatalo (Canada) à la Tendence Communiste Internationaliste

Débat au sein du camp prolétarien

Sur la période de transition entre capitalisme et communisme :

introduction au texte du GIC de 1935 sur l'économie de la période de transition (Fredo Corvo)

Lutte contre l'opportunistisme et le révisionnisme politique

La fraction "Boukharine" de 1918 à rebours de la Gauche communiste

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Lutte des classes et devenir historique	1
Situation internationale	
Tract : Lutter pour "sauver la planète" exige la destruction de l'État capitalistes et l'exercice de la dictature du prolétariat (20 septembre 2019)	2
Sur la crise... ..	4
Où va le monde ? (Nuevo Curso)	5
Retour sur le mouvement des <i>gilets jaunes</i> en France	8
Le mouvement des <i>gilets jaunes</i> (Robin Goodfellow)	9
Salut à l'adhésion de Klasbatalo (Canada) à la Tendance Communiste Internationaliste	16
Débat dans le camp prolétarien	
Sur la période de transition entre capitalisme et communisme.....	17
Introduction au texte de 1935 du GIC (Pays-Bas) sur l'économie de la période de transition (Fredo Corvo)	18
Lutte contre l'opportuniste et le révisionnisme	
La fraction "Boukharine" de 1918 à rebours de la Gauche communiste	25

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Lutte des classes et devenir historique

L'alternative historique *révolution ou guerre* n'est pas un simple slogan ou thème de propagande communiste. Ni une vague perspective pour demain. Elle est l'élément central de la situation mondiale actuelle. L'impasse économique du capitalisme, la crise, ne pouvant que s'approfondir, *révolution* et *guerre* deviennent des facteurs dont la relation contradictoire et dynamique, *dialectique*, détermine chaque fois plus directement le cours des événements. Sans la conscience de cette alternative, il est difficile de comprendre la marche même des événements et de définir les positions que le prolétariat - à commencer par ses avant-gardes communistes - doit adopter selon les moments et les lieux. Brandir des principes abstraits et généraux ne suffit pas à répondre aux enjeux immédiats. Ni à garantir contre l'oubli des principes de classe, internationalisme prolétarien et dictature du prolétariat en particulier.

Le rapport qui unit les deux pôles opposés, *révolution* et *guerre*, est *la lutte des classes*. Contrairement à ce que beaucoup aiment à penser, ou souhaitent, y compris au sein de la Gauche communiste elle-même¹, la lutte des classes est toujours *le moteur de l'histoire* et son processus le principal déterminant du cours des événements et des conditions de résolution du dilemme *révolution ou guerre*. Au point que « *la défaite du prolétariat est la condition du déchaînement de la guerre impérialiste* » (Bilan #34², septembre 1936).

Le capitalisme, c'est la guerre disait Lénine. Contraints à la défense acharnée et féroce de leur capital national, chaque bourgeoisie et chaque État capitaliste sont inexorablement poussés à s'engager dans une marche à la guerre généralisée. Trump est l'expression, une parmi d'autres, la plus nette et la plus caricaturale de cette pression. Guerres commerciales tous azimut, provocations et agressions impérialistes, ruptures brutales des traités signés et des alliances internationales, relance des armements, particulièrement des missiles nucléaires, militarisation de l'espace, chantages les plus éhontés, voire ultimatums, sur les puissances les plus faibles se sont aggravés - car déjà en acte auparavant sous Obama - et multipliés. En retour, les autres puissances impérialistes, surtout les principaux rivaux, ne sont pas en reste. Il en va de leur survie. Telle est la dynamique, l'engrenage ou la mécanique infernale, des rivalités économiques et impérialistes.

Or, c'est précisément dans ce moment des tensions impérialistes que l'économie capitaliste *ralentit* de nouveau et fortement ; que la probabilité d'une nouvelle

crise ouverte, financière ou autre, ne fait guère plus de doute ; que la récession, ou *ralentissement économique*, mondiale qui pointe son nez annoncent des attaques encore plus féroces contre les conditions de vie et de travail des populations en général et, en premier lieu, contre le prolétariat international. La dynamique de la lutte des classes est une réalité objective. La crise et la guerre obligent **aujourd'hui** la bourgeoisie à attaquer frontalement et partout le prolétariat international. Celle-ci a donc l'initiative du combat et la nouvelle crise ne peut que renforcer sa détermination à provoquer et affronter le prolétariat. Le renforcement général des appareils de répression en est une expression. L'actuelle campagne bourgeoise et les manifestations encouragées et organisées par les États contre le réchauffement climatique, et qui visent à noyer le prolétariat dans le *peuple* et à l'entraîner dans la défense de l'État démocratique, en est une autre. N'est-il pas déjà fait appel à la concorde de tous, y compris des classes sociales antagoniques, pour *sauver la planète* ?

L'émergence de nouvelles énergies révolutionnaires, en cours³, et leur regroupement sont indispensables à la constitution de l'avant-garde politique et du parti dont le prolétariat aura, et a déjà, besoin pour s'orienter et organiser ses combats de classe le plus efficacement possible ; et encore plus pour imposer la *révolution prolétarienne* sur la *guerre impérialiste généralisée*. Pour se développer au mieux, pour « *définir des positions politiques qui sont les seuls points de repère quand éclate la grande tourmente et que les militants risquent d'être emportés comme des fétus de paille* » (Bilan #34, *idem*), ces forces doivent chercher à se réapproprier l'histoire du mouvement ouvrier et particulièrement de la Gauche communiste. Ce travail requiert aussi les confrontations et la clarification des débats historiques, divergences profondes ou simples *nuances*, traversant cette Gauche. Tout comme la lutte contre les expressions d'opportunisme au sein de ces dernières, les confrontations et débats politiques sont un élément essentiel du combat pour le parti, pour un parti politiquement uni et historiquement efficace.

Ainsi, « *rien n'expliquerait l'inertie qu'offrent différents groupements de la Gauche communiste aux initiatives de notre fraction pour aborder l'œuvre d'éclaircissement politique et pour asseoir sur des bases de fer l'organisme qui pourra diriger les luttes de la classe ouvrière pour la victoire de la révolution mondiale* » (Bilan #33, août 1936, nous soulignons).

Révolution ou guerre, 24 septembre 2019

1 . « *La dynamique générale de la société capitaliste (...) n'est plus déterminée par le rapport de forces entre les classes* » (Résolution sur la situation internationale du 23e congrès du CCI, 2019 - <https://fr.internationalism.org/content/9922/resolution-situation-internationale-2019-conflits-imperialistes-vie-bourgeoisie-crise>).

2 . Revue de la Fraction italienne de la Gauche communiste dans les années 1930.

3 . Nous les avons saluées dans nos numéros précédents ; en particulier dans le numéro spécial #12 sur l'état du camp prolétarien.

Situation internationale

Lutter pour "sauver la planète" exige la destruction de l'État capitaliste et l'exercice de la dictature du prolétariat !

Nul ne doute plus aujourd'hui, face au réchauffement climatique en particulier, que le capitalisme "détruit la planète" et met en péril la survie même de l'espèce humaine. Jusqu'aux adeptes, idéologues et propagandistes les plus fervents du capitalisme dit "libéral", tels le *Financial Times* et *The Economist* qui, ces derniers jours, en appellent à "refonder le capitalisme en faisant que le profit ait un autre but que lui-même" et "à changer profondément l'économie"⁴. Et au point d'engager une campagne médiatique et politique mondiale encourageant et favorisant plus de 5000 manifestations contre le réchauffement de la planète dans le monde entier. La réalité de l'opposition entre le capitalisme et la nature saute aux yeux de tous - hormis des Trump et Bolsonaro qui peuvent ainsi servir d'*idiots utiles*, de *faire-valoir*, pour donner plus de crédit à la mobilisation écologique actuelle. Tous les courants de pensée bourgeois, libéraux, keynésiens, anti-libéraux de gauche, jusqu'aux anti-capitalistes les plus radicaux - ex-staliniens, trotskistes et gauchistes - en appellent à la mobilisation générale. Certaines entreprises capitalistes invitent même leurs employés "à faire grève" pour pouvoir aller manifester !

Que le capitalisme « rend[e] étrangers à l'homme la nature et lui-même »⁵ fut déjà établi, relevé, expliqué, critiqué et dénoncé dès les premiers pas théoriques et programmatiques du mouvement ouvrier révolutionnaire, par sa théorie, le marxisme. Rien de nouveau en soi donc pour les prolétaires conscients et les communistes. Mais selon les médias capitalistes et la plupart des appareils étatiques, il y aurait une urgence absolue car *demain il sera trop tard* du fait de conséquences irréversibles. Selon le dernier rapport du GIEC⁶, « au rythme d'émissions actuelles, le réchauffement climatique atteindra 1,5 °C entre 2030 et 2052. Sans rehaussement de l'ambition des pays signataires de l'Accord de Paris et sans mise en œuvre immédiate des mesures nécessaires, le réchauffement climatique global devrait atteindre 3 °C d'ici 2100 »⁷.

Développement durable et décroissance ?

Pour y répondre, il y aurait essentiellement deux options : un *développement durable* ou bien, pour les plus radicaux, la *décroissance*. L'opposition entre les deux n'est qu'apparente car elles restent sur le même terrain. Les deux délimitent le champs de l'action politique au cadre idéologique, politique et **étatique** capitaliste. Même les plus radicaux bornent la *lutte* dans le cadre du capitalisme, du *peuple* et des *citoyens* ignorant toute contradiction et division de classe en leur sein, de la démocratie bourgeoise et de son État lorsqu'ils « exig[ent] la reconnaissance de la gravité et de l'urgence des crises écologiques actuelles et une communication honnête (sic!) sur le sujet ; la réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre (...) ; l'arrêt immédiat de la destruction des écosystèmes océaniques et terrestres (...) ; la création d'une assemblée citoyenne chargée de décider des mesures à mettre en place pour atteindre ces objectifs et garante d'une transition juste et équitable » (Extinction Rébellion, <https://extinctionrebellion.fr/>).

Développement durable ou *décroissance* - quels qu'en soient les formes et les degrés - ne remettent pas en cause le facteur du réchauffement climatique : le capitalisme ; c'est-à-dire l'accumulation sans cesse renouvelée et élargie du capital, la recherche toujours plus effrénée du profit, et la marchandisation généralisée. Et les solutions politiques qui accompagnent l'une et l'autre sont inévitablement de fausses solutions du point de vue de la préservation de la planète ; et de vraies impasses et pièges idéologiques et politiques du point de vue de la classe révolutionnaire, le prolétariat. Il en va de l'idéologie écologiste comme du pacifisme. Le capitalisme c'est la guerre - autre thèse classique du marxisme - et le pacifisme, quelles que soient la conscience et la sincérité de chaque pacifiste, n'est qu'un moyen et un moment de la préparation à la guerre impérialiste. Le capitalisme c'est aussi la destruction **inévitabile** de l'environnement et l'écologisme, quelle que soit la conscience et la sincérité de chaque écologiste (souvent aussi pacifiste d'ailleurs), n'est qu'un moyen et un moment de l'embrigadement derrière et pour la défense de l'État *démocratique* en vue de la guerre impérialiste généralisée.

4 . <https://www.franceinter.fr/emissions/l-edito-eco/l-edito-eco-20-septembre-2019>.

5 . Du fait du travail salarié qui « arrache à l'homme l'objet de sa production » et "lui dérobe la nature", *Manuscrits de 1844*, K. Marx.

6 . Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (en anglais *Intergovernmental Panel on Climate Change*, IPCC)

7 . <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/quil-faut-retenir-du-rapport-du-giec-sur-rechauffement-climatique>.

Pourquoi et comment le communisme est la seule "solution" ?

Seul le communisme peut en finir avec les guerres et la production qui dévastent la planète. Bien évidemment, nous ne parlons pas du soit-disant communisme, en fait une forme particulière de capitalisme d'État due à des conditions historiques elles-aussi particulières, de l'ex-URSS ou de la Chine stalinienne qui faisait de la croissance de la production industrielle le critère de la supériorité de leur soit-disant socialisme sur le capitalisme. Et dont l'objet ne visait in fine qu'à la guerre... Nationalisation et étatisation n'ont jamais été des mesures socialistes ou communistes comme Marx et Engels déjà en leur temps⁸ n'eurent de cesse d'avertir.

« Si, dans le socialisme, il y a accumulation, elle se présentera comme une accumulation d'objets matériels utiles aux besoins humains et ceux-ci n'auront pas besoin d'apparaître alternativement comme monnaie, ni non plus de subir l'application d'un "monétomètre" permettant de les mesurer et de les comparer selon un "équivalent général". **Donc, ces objets ne seront plus des marchandises et ne seront plus définis que par leur nature quantitative physique et par leur nature qualitative, ce qu'on exprime chez les économistes, et aussi chez Marx, dans un but d'exposition, par valeur d'usage.**

*L'on peut établir que les rythmes de l'accumulation dans le socialisme, mesurés en quantités matérielles comme des tonnes d'acier ou des kilowatts d'énergie, seront lents et peu supérieurs au rythme d'accroissement de la population. Relativement aux sociétés capitalistes mûres, la planification rationnelle de la consommation en quantité et en qualité et l'abolition de l'énorme masse des consommations anti-sociales (de la cigarette au porte-avions) **déterminera probablement une longue période de baisse des indices de la production et donc, si l'on reprend des termes anciens, un désinvestissement et une désaccumulation** »⁹ (A. Bordiga).*

Sauvegarder la planète ne peut se réaliser que si on produit pour les besoins humains et non pour le profit. Mais aussi, et de manière beaucoup plus immédiate, en faisant disparaître la menace de guerre impérialiste généralisée à laquelle le capitalisme en crise mène inévitablement. Voilà pourquoi le combat contre l'État capitaliste et sa destruction sont la véritable urgence

pour la *sauvegarde* de la planète. Or ce combat ne peut être mené que par la classe sociale « *ravalé[e] au rang de la marchandise la plus misérable* »¹⁰, la *marchandise force de travail*, le prolétariat. Car lui seul « *est une classe vraiment révolutionnaire [et peut détruire] en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, (...) les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe* » (Manifeste communiste) et ainsi rétablir l'unité de l'espèce humaine avec la nature, « *son corps avec lequel [elle] doit maintenir un processus constant pour ne pas mourir* »¹¹.

La campagne actuelle contre le réchauffement climatique - aussi réel et dangereux soit-il - vise au contraire à entraîner les populations, en particulier la jeune génération, derrière les États capitalistes et l'idéologie démocratique *au nom des peuples*. Et à détourner leur attention de la lutte des classes et du prolétariat international. À l'heure même où la classe capitaliste redouble partout ses attaques contre les prolétaires du fait de l'impasse économique et des tensions et guerres impérialistes croissantes. À l'heure où une confrontation massive entre les classes devient la question centrale. Car de son issue dépend le sort de l'humanité : vers une société sans exploitation, ni classe, ni misère, ni guerre ou bien vers une guerre impérialiste généralisée.

À ceux qui veulent vraiment combattre le capitalisme et ses conséquences dramatiques de tout ordre : ce n'est pas dans les manifestations encouragées, favorisées et même organisées par les États, qu'ils pourront faire avancer la "cause de la sauvegarde de la planète". C'est en rejoignant les combats prolétariens, luttes ouvrières, grèves, manifestations, etc. et en se rapprochant des minorités prolétariennes et révolutionnaires, surtout les groupes politiques de la Gauche communiste. Car ainsi, et seulement ainsi, ils pourront trouver un engagement militant et une cohérence théorique et politique qui leur permettront de s'intégrer et de participer activement au combat pour la véritable *sauvegarde de la planète et de l'humanité* : la lutte historique du prolétariat révolutionnaire international pour le communisme.

Le Groupe International de la Gauche Communiste
(www.igcl.org), le 20 septembre 2019.

8 . Ni même Lénine d'ailleurs - et contrairement à ce que le stalinisme, et aussi en partie Trotsky lui-même, ont prétendu - malgré les conditions particulièrement dramatiques de la Russie d'après octobre 1917 et les mesures d'urgence capitalistes d'État qui durent être prises face aux destructions de la guerre, de l'isolement international, de la paralysie de l'appareil productif et à la famine et misère qui en découla... Mais c'est là une autre question.

9 . A. Bordiga, *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, Éditions de l'oubli, série d'articles ou de rapports écrits dans les années 1950.

10 . *Manuscrits de 1844*, K. Marx.

11 . (idem).

Sur la crise : Où va le monde ? (Nuevo Curso)

Manquant de place dans ce numéro, de temps et de forces aussi, nous ne sommes pas en capacité de présenter un état, ne serait-ce que sommaire, de l'aggravation de la crise économique du capital qui inquiète au plus haut point la bourgeoisie elle-même. Les mesures prises à partir de 2008 et la crise des "subprimes" n'ont pas réussi à "relancer la machine" comme lors des crises précédentes. Grossièrement, elles avaient consisté en la "nationalisation" de l'amas de dettes privées afin d'éviter l'effondrement brutal du système financier ; et en l'introduction massive de liquidités (en particulier au moyen du Quantitative Easing) par les banques centrales pour pallier au manque de crédit (crédit crunch), les banques défilantes ne se prêtant plus. Et tout cela au prix de l'endettement exponentiel des États et de l'explosion des dettes dites "souveraines" et des déficits publics. Certes, ces mesures économiques propres au capitalisme d'État ont réussi alors à éviter le blocage brutal de l'économie capitaliste et son effondrement catastrophique. Mais elles n'ont pas permis de "dépasser" la crise de 2008 et de "relancer véritablement l'économie" au point que ces mesures exceptionnelles sont devenues permanentes ; au point que la Banque centrale européenne a décidé de relancer encore ¹² ces jours-ci l'usage du Quantitative Easing ; au point que la banque américaine, la FED, est contrainte de rebaisser ses taux qu'elles avaient pourtant essayé de remonter précédemment. Tout cela exprime que le capitalisme est devenu addict aux mesures qui ne devaient être qu'exceptionnelles. Et que l'endettement généralisé continue sa folle course... qu'il faudra bien payer un jour d'une manière ou d'une autre – le plus probable étant que ce soit par une guerre impérialiste généralisée.

Est-il besoin de souligner que le coût gigantesque de la faillite d'alors qu'il convient malgré tout de payer en attendant et ses multiples conséquences a reposé et repose toujours sur la population mondiale non capitaliste, principalement sur les épaules du prolétariat ? D'où la détérioration dramatique des conditions de vie et de travail depuis lors et la paupérisation accrue et généralisée. Les effets de 2008 se font donc toujours sentir et ses conséquences de tout ordre, y compris économiques et financières, n'ont pas été dépassées au moment même où l'activité économique s'approche "officiellement" de la récession comme en Allemagne ou bien encore ralentit "officiellement" de manière brutale en Chine ou encore aux États-Unis – pour ne citer que les principales

puissances capitalistes mondiales et alors même que la situation des pays dits "émergents" se détériore, voire s'effondre comme en Argentine. Bref, les mesures étatiques "exceptionnelles" – tels les taux d'emprunt négatifs des États ¹³ – pour faire face à la crise de 2008 et qui n'ont fait que maintenir à flot le capital, sont toujours en place aujourd'hui alors même que la crise ouverte réapparaît. Elles ne pourront être réutilisées avec la même "efficacité" en cas de crise soudaine et c'est une des préoccupations des classes dominantes – du moins de leurs spécialistes économiques et gouvernements les plus "éclairés". Du coup, outre les attaques sur le prolétariat, les rivalités impérialistes ne peuvent que s'aggraver encore plus. Contrairement à ce que les médias commencent à marteler en tentant de nous faire oublier l'évidence, les guerres commerciales, monétaires et tarifaires et les tensions impérialistes croissantes, en particulier les politiques économiques et impérialistes menées par Trump, ne sont pas la cause du ralentissement économique et de la crise ouverte qui vient mais sa conséquence et son expression. Nul doute que la crise ouverte qui vient, la récession en particulier, ne fera qu'exacerber les rivalités impérialistes et pousser à ce que les principales puissances impérialistes s'engagent chaque fois plus dans la marche à la guerre généralisée.

Il est plusieurs articles dans la presse de la Gauche communiste auxquels nous invitons nos lecteurs à se référer. En particulier, nous attirons leur attention sur deux articles de la TCI, Panoramica sulle condizioni in cui versa el capitalismo globale et "Dotte considerazioni" sul futuro del capitalismo "dopo" la fine dell'attuale crisi ¹⁴, seulement en italien à ce jour, qui fournissent une analyse marxiste générale de l'aggravation de la crise économique qui peuvent servir utilement de référence. À défaut, nous avons décidé de publier ce court article de Nuevo Curso, qui donne des éléments de propagande utile à toute position de classe immédiate face à la crise et aux discours de la bourgeoisie.

Révolution ou Guerre, 20 septembre 2019.

12 . « Pour sa dernière décision avant de quitter son poste à la Banque centrale européenne (BCE), Super Mario [Draghi] a dévoilé un grand plan de relance monétaire afin de soutenir l'activité économique en berne dans la zone euro. Il a abaissé le taux de dépôt à -0,5% et a annoncé la mise en place d'un nouveau plan de rachats d'actifs (ou QE pour quantitative easing en anglais) » (La Tribune, 13 septembre 2019).

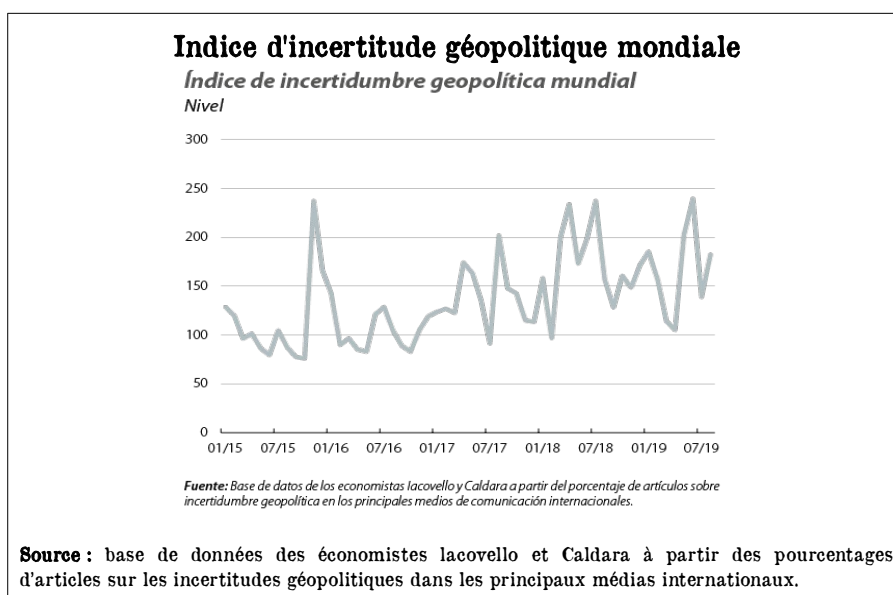
13 . Le créancier qui "prête" son argent aux États n'est pas rémunéré mais au contraire paie un intérêt pour son dépôt ! C'est-à-dire qu'il préfère placer son argent à **perte** dans les caisses des banques centrales plutôt que de l'investir dans l'économie et la production car il est convaincu... que son capital initial y perdra moins. À elle seule, cette aberration du point de vue capitaliste illustre l'impasse et les contradictions immédiates auxquels le capitalisme se trouve confronté aujourd'hui. Bien évidemment, cet amas de capital qui ne se dirige pas vers la production contribue aussi au gonflement vertigineux de bulles spéculatives dans tous les domaines, jusqu'au football par exemple où les budgets de clubs professionnels et les salaires des joueurs explosent...

14 . <http://www.leftcom.org/it/articles/2019-06-07/panoramica-sulle-condizioni-in-cui-versa-il-capitalismo-globale> ; <http://www.leftcom.org/it/articles/2019-08-24/%E2%80%9Cdotteconsiderazioni%E2%80%9D-sul-futuro-del-capitalismo-%E2%80%9Cdopo%E2%80%9D-la-fine-dell-attuale>

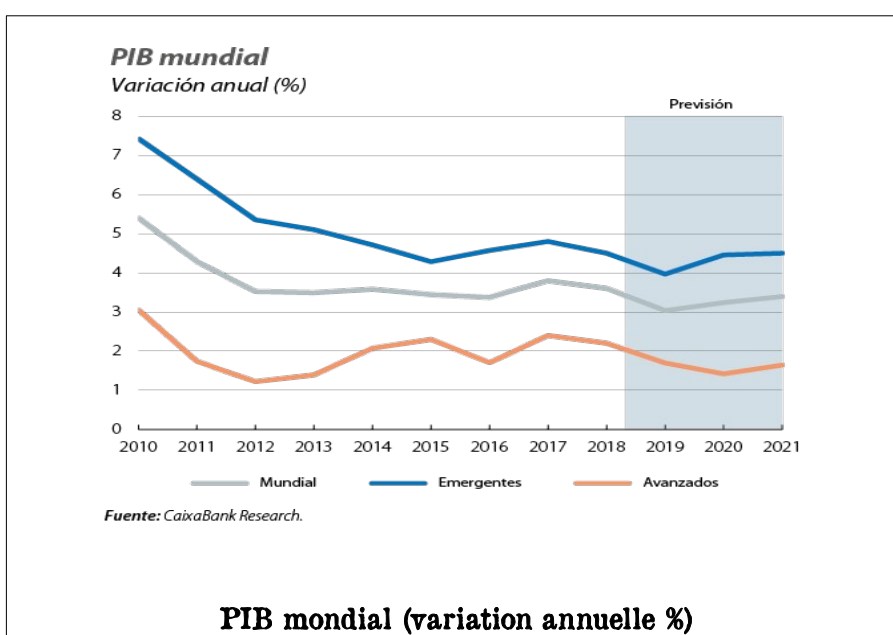
Où va le monde ? (en graphiques) - Nuevo Curso

En Argentine, en Espagne, en Italie, même en France, les médias nous adressent un message de plus en plus vide. Ils essaient de nous divertir en nous imposant des émotions électorales, des ouragans et des crimes violents, tout en nous parlant des "difficultés" comme s'il s'agissait de problèmes locaux qui, avec un petit sacrifice et un "bon gouvernement", pouvaient être résolus. En réalité, dans le capitalisme comme dans tout, c'est la totalité, l'état du système dans son ensemble, qui détermine l'avenir des parties. La réalité globale n'est pas la somme des "réalités nationales". Au contraire, aujourd'hui plus que jamais, c'est la situation globale d'un capitalisme mondial en crise qui détermine les perspectives dans chaque pays. Afin d'avoir une idée de ce qui arrive pour cette deuxième partie de l'année, nous allons la résumer avec 7 graphiques publiés cette semaine.

1 - Le premier élément de la situation mondiale est l'augmentation des tensions impérialistes. La guerre commerciale, avec son chapelet de pressions militaires, de guerres et de frictions politiques. D'Ormuz à Hong Kong, en passant par Brexit, l'Algérie, la Syrie, Chypre... et maintenant jusqu'en Amazonie.

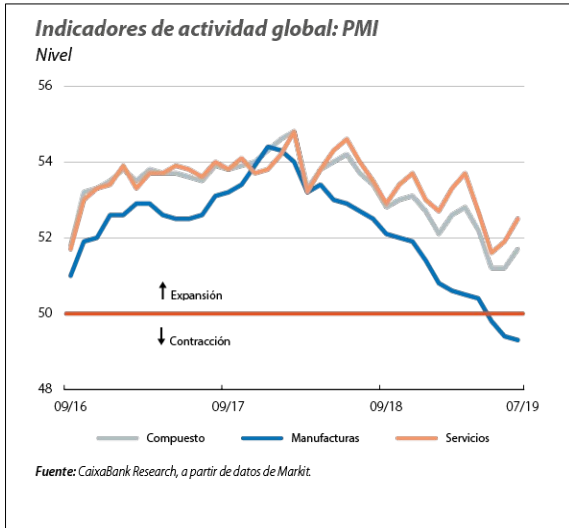


2 - Le cycle d'accumulation est presque épuisé dans les pays centraux. Les taux de profit sont très bas – c'est pourquoi la valeur de la production augmente à peine – et même en dopant le système par les banques centrales de manière de plus en plus désespérée, on n'arrive pas à "ressusciter" les attentes et, surtout, l'activité économique.



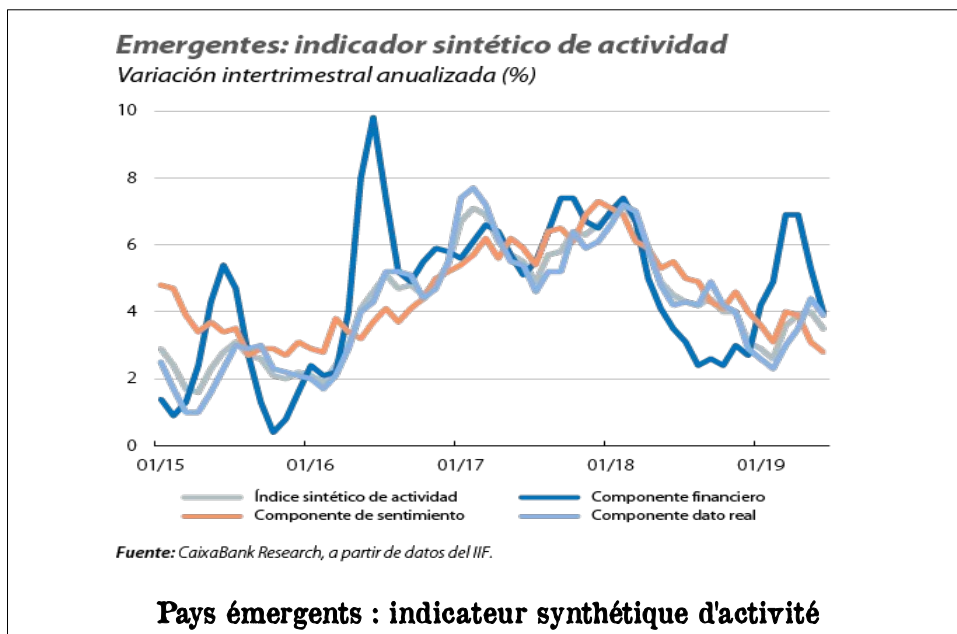
3 - La stagnation du PIB s'accompagne d'une baisse de l'activité économique, en particulier de l'activité industrielle – la production de biens réels – qui entraîne et accélère des baisses d'activité encore plus importantes. En d'autres termes : les capacités productives sont détruites dans le monde entier parce que le système ne sait pas comment les utiliser pour générer des profits.

Indicateurs PMI* d'activité global et indice IFO* des activités des entreprises allemandes

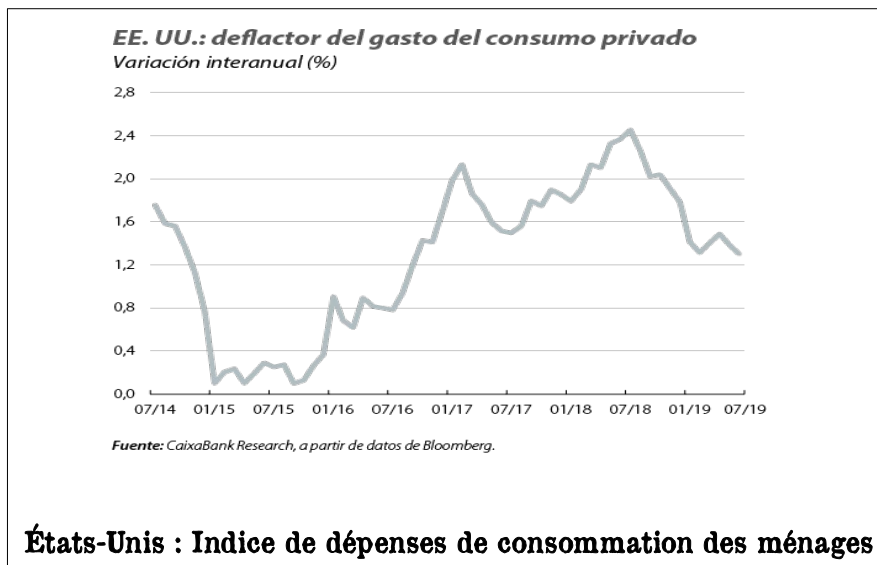


*« L'indice PMI, pour "Purchasing Manager's Index" (indice des directeurs des achats), est un indicateur permettant de connaître l'état économique d'un secteur »(ig.com, IG Bank).
 « L'Indice Ifo du Climat des Affaires allemand évalue le climat des affaires en Allemagne à un moment précis et mesure les attentes établies pour les 6 prochains mois » (investing.com).

La situation est si grave que la fuite vers la spéculation se concentre principalement dans les pays dits cyniquement " émergents ". Mais il ne s'agit plus de spéculations à la hausse, d'attentes exagérées sur des valeurs et des capacités futures, mais de paris sur les chutes et les effondrements qui l'instabilité multiplie, comme nous le voyons en Argentine.



4 - Ce n'est pas simplement que "les affaires vont mal" pour la bourgeoisie. C'est que la seule chose qu'elle puisse faire pour maintenir ses profits... est au dépend de nos conditions de vie. D'une part en réduisant le coût pour le capital national du maintien des conditions de fonctionnement (santé, services de base, etc.), d'autre part en sauvant les banques en s'appropriant directement de l'épargne sous forme de pensions, en augmentant le temps de travail réel, la précarité, etc. De Bolsonaro à Macron, de Macri à Poutine, en passant par Sánchez et Costa, tous défendent des "réformes" similaires avec des objectifs similaires et des discours différents. Même aux Etats-Unis, pour le moment "gagnant" théorique de la guerre commerciale, la paupérisation des travailleurs est une tendance constante qui se manifeste dans la stagnation de leur capacité de consommation. En d'autres termes : même dans le pays avec les meilleures données sur l'emploi de l'année, le système ne parvient pas à améliorer la vie matérielle des travailleurs, même pas selon ses propres termes... ce qui nourrit à son tour les mauvaises attentes de production : pourquoi produire plus si elles ne peuvent pas acheter ?



Que faire ?

Que tu sois en Argentine, au Mexique, en Espagne ou en Australie... la tâche principale aujourd'hui est la même parce que la situation mondiale qui pousse les attaques contre tes conditions de vie et les tiens est la même que celle qui pousse à l'appauvrissement de tous partout dans le monde. **La logique du capital n'est pas sans appel.** Ou plutôt, elle ne l'est qu'à ses propres conditions. Si nous acceptons que les profits de l'entreprise ou la rentabilité du capital national doivent être réalisés pour que nos besoins puissent être satisfaits, ceux-ci seront de plus en plus attaqués. Et il n'y a pas de sacrifice qui paie. Parce que ce qui fait que le système aille si mal est structurel. Il ne s'agit pas d'un problème spécifique qui pourrait être résolu par des élections, des "réformes" et des accords commerciaux. La machine ne peut continuer à fonctionner qu'en dévorant les ouvriers. Il est donc temps de faire passer nos besoins en premier.

Nuevo Curso, 8 septembre 2019
<https://nuevocurso.org/>

Réunion publique du GIGC, 13h30 dimanche 27 octobre à Montréal

La destruction de l'environnement par le capitalisme

au 2^e étage du Provigo, 2225 rue Rachel Est, Montréal (métro Préfontaine).

Retour sur le mouvement des *gilets jaunes* en France et les mouvements de révolte inter-classistes dans le monde

Le mouvement des *gilets jaunes* a interpellé les révolutionnaires et nombre de prolétaires, au moins ceux conscients de la nécessité du combat pour la défense de leurs intérêts de classe, par rapport à leur expérience, leur vision, voire leur schéma, du développement de la lutte des classes. Il y eut ceux qui ont glorifié le mouvement pour son apparente radicalité, en particulier sa capacité et volonté de faire face à la répression policière étatique, ou encore pour son "auto-organisation" via les réseaux sociaux ou autre, jusqu'à défendre que « la révolution française a commencé le 17 novembre 2018 »¹⁵ ; et ceux qui ont rejeté le mouvement du fait de son caractère "inter-classiste" – jusqu'à, pour l'indécrottable CCI de la théorie de la Décomposition, le dénoncer comme étant un piège tendu par la bourgeoisie¹⁶. Pour notre part, nous n'avons pas été exempts de doutes et d'hésitations pour caractériser ce mouvement au point d'affirmer que « les ouvriers qui s'y retrouvent isolés et noyés en tant que prolétaires dans une masse aux intérêts hétérogènes et même souvent contradictoires, isolés et noyés dans le "peuple", ne gagneront rien »¹⁷. Une semaine plus tard, après les affrontements sur les Champs-Élysées et sous l'Arc de Triomphe, Macron reculait sur un certain nombre de revendications avancées par les "gilets jaunes", dont certaines à caractère indéniablement prolétarien. Même si limité et momentané, ce recul de la classe dominante était le premier depuis les grèves de 1995 et cela malgré diverses mobilisations en masse, des millions de grévistes et de manifestants, durant la décennie 2000, tout comme encore en 2013 contre une énième "réforme" des retraites et 2016 contre la "loi-travail". Toutes, sabotées par la tactique syndicale des journées d'action, s'étaient terminées par des défaites jusqu'à celle des cheminots, plus de trente journées de grève échelonnées au fil des mois derrière les syndicats, au printemps 2018.

Aujourd'hui, les *gilets jaunes* n'étant plus qu'une toute petite minorité au rituel hebdomadaire sans effet, il serait tentant pour les révolutionnaires, et tout spécialement pour les composantes de la Gauche communiste, de tourner la page, de revenir à leurs certitudes, de faire semblant de croire que la fin, ou morte lente, de ce mouvement a donné raison à ceux qui ont rejeté, voire dénoncé, cette révolte, sans revenir sur les questions auxquelles ils, et avec eux le prolétariat comme un tout, ont été confrontés en cette occasion.

Circulez, il n'y a, il n'y aurait, rien à voir comme dit l'agent de police aux badauds sur les lieux d'un accident. Pourtant la révolte et les manifestations massives qui se déroulent à Hong Kong, au caractère elles-aussi clairement inter-classiste et dans lesquelles la composante prolétarienne comme telle semble en grande partie absente, contrairement à la France – aucune revendication ouvrière à notre connaissance –, nous montre que ce type de révoltes est sans doute appelé à se reproduire comme **une** expression de l'exacerbation en tout genre des antagonismes sociaux du fait de la crise capitaliste. De même que les printemps arabes de la fin des années 2000 avait vu se développer des mouvements et révoltes "populaires", inter-classistes, souvent pour des revendications essentiellement démocratiques, parfois entremêlés à des luttes clairement prolétariennes, voire directement animés et dirigés par celles-ci comme en Égypte et même, à un degré moindre en Tunisie.

Des luttes ouvrières totalement contrôlées par les syndicats comme la grève à la General Motors (toujours en cours à l'heure où nous écrivons), celle du 24 septembre des métros et bus - 85% de grévistes - qui a bloqué la région parisienne, ou encore le lock-out - dix-huit mois ! - de l'usine d'aluminium ABI au Québec¹⁸, ne sont pas en capacité d'offrir une perspective aux composantes prolétariennes d'un mouvement confus inter-classiste comme les *gilets jaunes*. Il en va différemment, par exemple, de la lutte, **de classe**, des employés publics de Chubut en Argentine qui, bien que "perdus" au fin fond de la Patagonie¹⁹, ont cherché et, en partie, réussi à étendre leur combat en s'affrontant aux syndicats par des manifestations sauvages, des blocages, et la grève bien sûr. Seules la dynamique et les méthodes prolétariennes de la grève de masse peuvent répondre aux prolétaires s'engageant dans ce type de mouvement "inter-classistes". Hétérogènes et confus, ils vont se reproduire eux-aussi en masse, voire "accompagner" des luttes prolétariennes massives et les révolutionnaires, tout comme le prolétariat comme classe, devront se positionner au mieux face à ces mouvements.

Voilà pourquoi nous reproduisons ici la prise de position – sa plus grande partie – du groupe Robin Goodfellow sur Le mouvement des "gilets jaunes" (<https://defensedumarxisme.wordpress.com/>) afin d'animer la réflexion du plus grand nombre. Nous ne

15 . Matière et révolution, *La révolution française a commencé...*, 11 janvier 2018, <https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5221>.

16 . Tract du CCI du 29 novembre 2018, <https://fr.internationalism.org/content/9801/face-a-misere-et-a-degradation-nos-conditions-vie-comment-lutter-faire-reculer>.

17 . Notre 1^{er} Communiqué sur la révolte sociale en France du 2 décembre 2018, <http://igcl.org/Communique-du-GIGC-sur-la-revolte>.

18 . cf. le site du PCI-Le Prolétaire (http://pcint.org/01_Positions/01_01_fr/190824_aluminerie-becancour.htm) : *Aluminerie de Bécancour (ABI, Québec), Après 18 mois de lock-out, tirer les leçons d'une défaite.*

19 . cf. le site de Nuevo Curso : <https://nuevocurso.org/chubut-los-sindicatos-y-la-extensions-de-las-luchas/>

partageons pas les mêmes prémisses théoriques et programmatiques que lui. Il n'en reste pas moins qu'il fournit des références marxistes, théoriques et historiques, dont il convient de tenir compte pour traiter du problème posé par ces mouvements. Certes, du fait qu'il rejette la périodisation du capitalisme en deux phases, ascendance et déclin, il tend à considérer les mouvements inter-classistes ou populaires dans les mêmes termes qu'au 19^e siècle. En conséquence, et contrairement à la plupart des autres composantes de la Gauche communiste, il considère encore aujourd'hui les revendications démocratiques que ce type de mouvements portent comme un objectif et une étape et non comme une impasse²⁰. De même, il met en avant dans ce document des revendications qui, certes "justes" en soi, sont posées indépendamment du cours même et des objectifs immédiats de la lutte ouvrière. Il est possible – ce sera à clarifier – que cette approche sur les revendications soit liée au concept de révolution permanente tel qu'il est présenté dans ce document²¹.

Le texte est introduit par une citation de Lénine qui, au-delà du fait qu'elle se réfère aux luttes de "libération nationale", met en avant l'approche dynamique que les révolutionnaires doivent avoir sur les "luttes sociales de masse". Si nous ne sommes pas sûrs d'en avoir la même compréhension que Robin Goodfellow, il n'en reste pas moins que l'argumentation de Lénine est une référence indispensable pour comprendre ces phénomènes "interclassistes" et la dynamique même de la grève de masse prolétarienne. De même, sans doute sommes-nous d'accord avec les camarades, en soi, par principe, sur le fait qu'« un parti communiste devrait intervenir dans ce mouvement et en contester la direction à la petite-bourgeoisie en faisant valoir ses revendications et mots d'ordre ». Mais sans doute aussi divergeons-nous sur ces derniers tels qu'ils les avancent. Jusqu'au recul, encore une fois limité, de Macron du 4 et surtout du 10 décembre, nous avons du mal à voir quelles orientations et quels mots d'ordre il convenait de mettre en avant. L'absence d'un véritable noyau de militants de notre propre groupe²² en France permettant une intervention significative de notre part n'enlève rien à la nécessité de réfléchir et définir l'intervention d'un groupe communiste a minima conséquent. Selon nous, et contrairement à Robin Goodfellow, l'axe de

l'intervention communiste aurait dû critiquer et dénoncer les revendications et illusions d'ordre démocratique de tout ordre, référendum, auto-organisation via les réseaux sociaux – de ce point de vue, la brutalité et la violence de la répression étatique fournissait un argument de poids pour dénoncer la démocratie bourgeoise, la "république française" et l'appartenance au "peuple" – et y opposer les revendications prolétariennes qui apparaissaient au fur et à mesure que le poids des individus ouvriers participant au mouvement des gilets jaunes se faisait sentir, augmentation du salaire minimum, des retraites, des allocations chômage, etc. ; et ainsi ouvrir sur les méthodes de lutte propre au prolétariat qui, seules, peuvent s'opposer avec "efficacité" à l'État capitaliste en présentant la perspective de sa destruction, de l'exercice de la dictature prolétarienne et d'une autre société sans classe, ni exploitation. En ce sens, notre intervention n'aurait pas tant cherché à renforcer "l'unité de ce mouvement" mais, en ne craignant pas de se situer à contre-courant au moins dans un premier temps, à polariser et faire émerger sa composante prolétarienne. C'est donc toute une réflexion face à un phénomène particulier et nouveau, et une expression, de la nouvelle situation historique qui s'ouvre et que nous qualifions pour notre part de "confrontations massives entre les classes", à laquelle nous invitons l'ensemble des forces communistes, surtout celles qui combattent pour la constitution du futur parti mondial du prolétariat.

Limités par le nombre de pages de la revue, nous avons été contraints de couper deux parties de ce texte comportant de longues et nombreuses notes. Bien qu'intéressantes en soi, il nous semble que leur retrait n'enlève rien à la réflexion et au débat contradictoire sur la prise de position des camarades. Nous les en avons averti et leur avons soumis au préalable les parenthèses que nous avons introduites.

Révolution ou Guerre, septembre 2019.

20 . cf. sa prise de position sur l'indépendance de la Catalogne : « A défaut, en en restant dans le strict cadre immédiat de la question catalane, le parti prolétarien devrait : dans le cadre de la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, défendre le droit à une consultation libre des habitants de Catalogne » (https://defensedumarxisme.files.wordpress.com/2017/11/sur_la_catalogne_e1.pdf).

21 . Bien que très éloigné au plan programmatique et théorique, Nuevo Curso et "son" groupe politique Emancipación qui reprennent à leur compte le concept de Révolution permanente, mettent aussi en avant un "programme" de revendications indépendamment du cours et des nécessités immédiates des luttes (cf. Révolution ou Guerre #12 : <http://igcl.org/Lettre-du-GIGC-a-Emancipacion-sur>). .

22 . À partir de cette date, nous avons recherché l'apparition de comité ouvrier ou de lutte qui aurait pu aussi défendre et diffuser massivement une orientation de classe en cette occasion. À notre connaissance, seul le groupe Matière et révolution est intervenu, certes en surestimant grandement ce mouvement, en appelant à des comités de travailleurs partout et en diffusant des tracts. Malheureusement, il eut été difficile pour nous d'y participer activement dans la mesure où si nous pouvions être d'accord pour « développer l'organisation autonome des travailleurs [et] construire partout des comités dans les entreprises et les quartiers », par contre l'orientation politique qui leur était donné en tant que « moyen de lancer une telle insurrection prolétarienne contre les attaques des capitalistes et de leur État », nous semblait au mieux irréaliste, au pire – si tant est que des "masses" aient suivi ce mot d'ordre – complètement aventuriste et... gauchiste. Voir Gilets jaunes : des comités de travailleurs partout ! (<https://www.matierevolution.fr/spip.php?article5148>).

La lutte des classes en France – 2018-2019 – Le mouvement des « Gilets jaunes » (Robin Goodfellow).

« Croire que la révolution sociale soit concevable sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie avec tous ses préjugés, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., c'est répudier la révolution sociale. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : "Nous sommes pour le socialisme", et qu'une autre, en un autre lieu, dira : "Nous sommes pour l'impérialisme", et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de "putsch" l'insurrection irlandaise. Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution. La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par toutes les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. Objectivement, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête. La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement - sans cette participation, la lutte de masse n'est pas possible, aucune révolution n'est possible - et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, objectivement, ils s'attaqueront au capital, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne "s'épurera" pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises. » (Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations, T.22, p.383- 84).

Un mouvement aux formes inédites

Le détonateur du mouvement des « gilets jaunes » a été l'augmentation de la taxe sur les carburants²³. Depuis le mouvement a été bien au-delà de ce qui passait, au départ, comme une protestation d'automobilistes provinciaux. Il en est venu à poser plusieurs questions parmi lesquelles celle des impôts et de la réforme fiscale. Celle-ci figure parmi les revendications les plus partagées ce qui est en cohérence avec le fait que le mouvement s'est d'abord présenté comme une révolte fiscale.

Pour le marxisme, la revendication d'une baisse des impôts relève d'une lutte interclassiste qui intéresse surtout la bourgeoisie et encore plus la petite bourgeoisie sans apporter grand-chose au prolétariat²⁴. Le prolétariat n'est pas pour autant indifférent à cette question et défend constamment sa politique fiscale²⁵.

Les revendications du mouvement, notamment en matière fiscale, montrent que le prolétariat, tout en jouant un rôle déterminant dans le mouvement des gilets jaunes puisqu'il y a apporté sa puissance sociale et ajouté des revendications qui lui sont propres, reste sous la direction politique et idéologique de la petite-bourgeoisie.

La lutte immédiate qui caractérise le prolétariat est clairement une lutte pour le salaire (y compris pensions et minimas sociaux) tout en sachant que l'objectif que poursuit le prolétariat révolutionnaire est l'abolition du salariat. Bien entendu, et du fait de son intervention massive dans ce mouvement des gilets jaunes, des revendications prolétaires portant sur les salaires et les pensions ont rapidement émergé. Cette irruption de la question du salaire a assez vite contraint Macron et son gouvernement de défense de l'ordre bourgeois à faire des concessions. Bien qu'il s'agisse de miettes, comme l'a très bien compris le mouvement²⁶, les concessions du

23 On doit ajouter, sans doute, le passage aux 80km/h sur les routes et les amendes qu'il occasionnera.

24 « Les impôts » ! Ils intéressent beaucoup la bourgeoisie, très peu les travailleurs : ce qu'ils paient comme impôts s'incorpore à la longue aux frais de production de la force de travail et doit par conséquent être compensé par les capitalistes. Tous ces points qui nous sont présentés ici comme des questions d'une haute importance pour la classe ouvrière n'intéressent essentiellement que les bourgeois et surtout les petits bourgeois, et, malgré Proudhon, nous soutenons que les travailleurs n'ont pas pour mission de veiller aux intérêts de ces classes. » (Engels, La question du logement, Editions sociales, p.49)

25 Pour plus de détail, voir notre texte sur la politique fiscale du prolétariat.

26 Par exemple, si nous prenons une revendication qui intéresse la classe prolétaire : « l'augmentation du SMIC de 100 euros ». Elle ne fait qu'anticiper et accélérer une promesse de campagne qui devait revaloriser le SMIC d'ici la fin du quinquennat ; elle comprend la revalorisation automatique du SMIC prévue en janvier 2019 ; et pour le reste, elle consiste en une augmentation de la « prime d'activité », qui ne coûtera rien au patronat (donc elle sera payée par l'impôt). Et cette prime ne compte pas dans le calcul des droits à la retraite. Pour les retraites, idem. La baisse de la CSG pour les plus petites retraites laisse intacte la

10 décembre représentent bien plus que n'en ont obtenu toutes les journées d'inaction syndicales qui n'avaient d'autre finalité que d'étouffer les luttes. Cela aussi le mouvement des gilets jaunes l'a bien compris. C'est d'ailleurs en tirant les leçons des pratiques des bureaucraties syndicales que le mouvement a abouti à la conclusion qu'il fallait les mettre à l'écart tandis que celles-ci n'ont pas cessé de le dénigrer en mettant en relief et en montant en épingle ses dimensions les plus réactionnaires.

Le mouvement a pris des formes inédites qui s'expliquent, pour une part, par les évolutions dans la composition des classes.

[Suit ici un passage fournissant des données sociologiques et économiques, très intéressantes, qui permettent de mieux comprendre la composition sociale diverse des gilets jaunes et ses caractéristiques, note du GIGC]

Une organisation horizontale reposant sur la démocratie directe

D'autre part, les réseaux sociaux ont permis de s'affranchir des représentations de « corps intermédiaires », comme les syndicats, et mis l'ensemble des partis à distance. Ce faisant, après l'occupation spontanée et locale des ronds-points et les premières manifestations du 17 novembre, s'est très rapidement ajouté l'appel récurrent à manifester chaque week-end, au cœur des grandes villes et surtout à proximité directe des lieux de pouvoir et des quartiers huppés. Cela aussi a un caractère inédit, qui contraste avec les journées d'action syndicales et leurs défilés normalisés, convoqués en semaine sur des parcours balisés et loin des lieux « sensibles », promenades depuis longtemps désertées pour leur totale impuissance. Au contraire, les manifestations du samedi ont peu à peu mobilisé de nouvelles vagues de prolétaires (avec ou sans le gilet), notamment issus des banlieues des grandes villes. Tous ces facteurs ont contribué à donner cette forme à un mouvement qui se confronte directement à la répression de l'Etat et qui touche toute la France et fait des émules dans le Monde.

Le mouvement communiste et les gilets jaunes

« Les élections à Paris ²⁷ sont moins le pressentiment que le véritable commencement d'une nouvelle révolution. Il est tout à fait conforme au passé historique de la France que Cavaignac fournisse nom et enseigne à l'opposition contre Bonaparte, de même qu'Odilon l'a personnifiée contre Louis Philippe. Cependant, pour le peuple, Odilon Barrot et Cavaignac ne sont que des prétextes, même s'ils sont des éléments sérieux pour la bourgeoisie. Le nom sous lequel une révolution s'introduit n'est jamais celui qu'elle portera sur ses bannières le jour de son triomphe. Pour s'assurer des

chances de succès, les mouvements révolutionnaires sont forcés, dans la société moderne, d'emprunter leurs couleurs, dès l'abord, aux éléments du peuple, qui, tout en s'opposant au gouvernement en vigueur, vivent en totale harmonie avec la société existante. En un mot, les révolutions reçoivent leur billet d'entrée pour la scène officielle des mains des classes dominantes elles-mêmes » (Marx, « La Situation en Europe », New York Tribune, 27 juillet 1857, cité partiellement par R. Dangeville, dans l'introduction du livre sur le mouvement ouvrier français).

Des analyses de classe primaires.

Le mouvement communiste s'est divisé entre les tenants d'un aristocratism indifférentiste ²⁸ et les suiveurs d'un mouvement dont on édulcore les contradictions de classes ²⁹.

A ceux qui dénigrent le mouvement parce qu'il ne marche pas derrière le « drapeau du prolétariat », il convient de rappeler qu'il a d'ores et déjà obtenu plus que toutes les mobilisations syndicales, soi-disant sous ce drapeau-là, et qui étaient autant de moyens pour étouffer les luttes prolétaires et les conduire à la défaite.

Pour dénigrer le mouvement, tous les arguments ont été employés et on n'a cessé de mettre en avant toute la panoplie du « politiquement correct » (sexisme, racisme, antisémitisme, discrimination envers les homosexuels, alcoolisme, fumeur, pollueur, ...) ³⁰ et, cerise sur le gâteau, l'assimilation de la violence avec ce qui vient d'être énuméré. Il suffit ensuite d'extrapoler de faits réels mis en exergue une signification et une tendance du mouvement qui justifient surtout de ne pas s'en mêler sinon de le combattre et de le réprimer. A l'instar des petits-bourgeois et bourgeois démocrates, nombre de sectes communistes n'ont fait que montrer tout le mépris de classe dont elles sont capables ³¹.

28 http://pcint.org/40_pdf/01_Positions-pdf/01_01_fr-pdf/181122_gilets-jaunes.pdf; <http://www.igcl.org/Gilets-Jaunes-L-interclassisme-est> (<http://fr.internationalism.org/content/9799/mouvement-des-gilets-jaunes-contre-attaques-bourgeoisie-proletariat-doit-riposter-facon>); <http://fr.internationalism.org/content/9805/dossier-mouvement-des-gilets-jaunes>; <https://lefilrouge17.blogspot.com/2018/11/gilets-jaunes-ni-participation-ni.html#more>; <http://www.international-communist-party.org/Francais/Actualit/2018/GiletsJaunes.htm>; <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1812FR%20vF.pdf>; <https://nuevocurso.org/que-son-los-chalecos-amarillos/>.
Devant l'évolution du mouvement, les positions se sont parfois un peu infléchies : <http://www.igcl.org/Communique-du-GIGC-sur-la-revolte>; <http://www.igcl.org/Communique-sur-le-mouvement-des>; http://pcint.org/40_pdf/01_Positions-pdf/01_01_fr-pdf/181206_gilets-jaunes_drapeau-rouge.pdf

29 <http://grand-large.over-blog.com/2018/12/a-propos-des-gilets-jaunes.html>; <https://proletariatuniversel.blogspot.com/>; <http://spartacus1918.canalblog.com/archives/2018/12/12/36936423.html>; <https://www.matierevolution.fr/>

30 A commencer par les réponses dédaigneusement apportées par le pouvoir aux premières revendications des gilets jaunes. Ainsi, le député Ruffin, reprenant un sentiment populaire, pouvait railler : « *Macron, c'est Marie-Antoinette : vous n'arrivez pas à faire votre plein ? Achetez une nouvelle voiture. Vous ne pouvez plus acheter du fioul ? Changez votre chaudière !* »

31 Une mention particulière pour le CCI qui en bon philistin moralisateur

décision de ne plus les indexer sur la hausse des prix, etc.

27 En référence aux élections législatives de l'été 1857.

Il est évident que le mouvement est interclassiste et que le prolétariat, tout en faisant valoir ses propres revendications, est à la remorque de la petite-bourgeoisie dont il constitue politiquement la gauche. Le prolétariat n'y existe pas en tant que parti politique indépendant mais la plupart des représentants du mouvement communiste semblent ignorer que cela fait plus de 90 ans que cette situation existe. C'est d'ailleurs pour cela que cette période est caractérisée de période de contre-révolution. On peut certes tenir le discours suivant : « Nous sommes toujours dans une période de contre-révolution. Nous ne pouvons que commenter ce mouvement et défendre la théorie révolutionnaire pour faciliter la reformation du parti communiste de demain ». En même temps, ce parti ne surgira pas ex nihilo mais il sera produit par la classe en lutte. Cette lutte elle-même s'inscrit dans un processus. Comme nous nous en sommes déjà expliqués, nous surveillons plus attentivement, sans nous départir de la plus grande prudence, l'évolution de la lutte des classes depuis quelques années, car il est possible que de nouvelles perspectives s'ouvrent au prolétariat. En tout état de cause, nous ne pouvons que blâmer l'attitude aristocratique qui consiste à regarder ce mouvement avec des gants blancs en se pinçant le nez. Et nous renvoyons à la citation de Lénine placée en exergue. Un parti communiste devrait intervenir dans ce mouvement et en contester la direction à la petite-bourgeoisie en faisant valoir ses revendications et mots d'ordre.

L'absence depuis plusieurs décennies du parti de classe n'a d'ailleurs pas empêché le prolétariat de mener une action politique, donc une lutte de classe, en faisant pression sur l'Etat et en arrachant depuis un siècle bien des avantages passés dans la loi (santé, scolarité, temps de travail, salaire, ...) tout en laissant les classes dirigeantes en tirer le meilleur parti. Et cela n'a été obtenu qu'au prix de leur remise en cause permanente, qu'à la condition du renoncement du prolétariat à ses buts historiques, à son inexistence en tant que parti politique organisé, indépendant et opposé à tous les autres partis, ce qui est la condition indispensable pour faire triompher son programme historique : la société sans classes. Durant toute cette période, le prolétariat n'aura été que l'extrême gauche de la démocratie.

condamne notamment : a) la « *souillure morale* » et les « *effluves nauséabondes* » du mouvement (https://fr.internationalism.org/content/9836/mouvement-des-gilets-jaunes-lapolitisme-danger-proletariat) ; b) les pratiques « *de guérilla urbaine* », en professant docement que certaines formes de violence « *sont totalement inefficaces et ne peuvent que contribuer à l'escalade de la violence, au chaos social (sic!) et au renforcement de l'État policier (sic !)* » (https://fr.internationalism.org/files/fr/suppl_r1_473.pdf) ; c) « *L'occupation de « la plus belle avenue du monde »* », laquelle serait notamment l'expression méprisable d'une petite bourgeoisie qui « *rêve de s'élever vers les couches supérieures de la bourgeoisie* » et envie « *la vitrine du luxe capitaliste* » ; d) la revendication de la démission de Macron, « *symbolisant l'envie d'être Calife à la place du Calife* » (https://fr.internationalism.org/content/9799/mouvement-des-gilets-jaunes-contre-attaques-bourgeoisie-proletariat-doit-riposter-facon)

Si l'action du prolétariat ne dépend pas de l'existence d'un quelconque parti, celui-ci a pour fonction de généraliser et d'unifier le mouvement spontané du prolétariat. Ce n'est que dans le parti que science, conscience, volonté et instinct convergent pour transformer l'action du prolétariat en action de classe consciente de ses buts historiques. Mais ce parti est une création de la classe ; il resurgira à travers un long processus de luttes. Ce ne sera pas une création ex nihilo mais un produit de la classe en lutte, lutte qui elle-même s'inscrit dans un processus. Il est tout de même intéressant que ce mouvement des gilets jaunes tienne tous les partis bourgeois ou réformistes à l'écart, y compris ceux qui n'ont jamais gouverné. Cela mériterait d'être souligné mais pour le PCI, pour qui le fétichisme du parti est très prégnant, on entend que tout « parti » est mis de côté et aussitôt de condamner le mouvement parce qu'il agirait en dehors des partis hostiles au prolétariat mais aussi, ce qui est pire encore, en dehors du Parti Communiste International. A croire que le PCI ne prendrait en considération qu'un mouvement où les prolétaires, en mal de programme communiste, viendraient frapper à la porte du local du PCI pour se procurer les exemplaires invendus du « Prolétaire » entassés dans sa cave. Le mouvement d'ailleurs, bien que l'on puisse penser qu'il y est aussi encouragé par le pouvoir afin d'affaiblir l'extrême droite et dans une moindre mesure la France insoumise, tend à constituer des partis³² (liste gilets jaunes pour les européennes) mais ils ne dépassent pas le cadre petit-bourgeois.

Il est toutefois fallacieux de présenter le mouvement comme celui de « petits patrons » (sous-entendu une petite bourgeoisie capitaliste), comme le fait le PCI ou le CCI ou encore, d'affirmer, comme « le fil rouge », qu'il s'agit d'un mouvement des classes moyennes traditionnelles ruinées par le développement de la production capitaliste, c'est-à-dire ce qui relève des anciennes classes moyennes (paysans, artisans, petits commerçants). Le marxisme les range également sous l'étiquette de petite bourgeoisie dans la mesure où elles aspirent à devenir capitalistes et également parce que les frontières sont poreuses entre la petite bourgeoisie capitaliste qui emploie peu ou par intermittence des salariés et cette petite bourgeoisie classe moyenne qui n'en emploie pas ou très occasionnellement. En même temps, ce qui leur donne un côté hybride et instable mais aussi une dimension potentiellement révolutionnaire s'ils adoptent le point de vue du prolétariat³³, ces classes moyennes anciennes sont régulièrement précipitées dans le prolétariat par la ruine de leur activité. Les

32 A un autre niveau, Jacline Mouraud, une des figures des gilets jaunes, a annoncé la création d'un parti.

33 « *S'il leur arrive d'être révolutionnaires, c'est qu'ils se voient exposés à tomber dans la condition des prolétaires, c'est qu'ils défendent non pas leurs intérêts futurs, c'est qu'ils abandonnent la position de leur classe pour adopter celle du prolétariat.* » (Marx, Engels, Manifeste du parti communiste, Pléiade, T.1, p.171-172)

témoignages d'une paysannerie, par exemple, accablée de dettes et soumise à la baisse des prix de production, vivant avec des revenus bien inférieurs au salaire minimum tout en travaillant le double du temps le montrent de manière éloquent.

Contrairement à ce que dit le Fil rouge, à côté du déclin des anciennes classes moyennes traditionnelles, nous assistons à la résurgence d'une classe moyenne (travailleur indépendant) sous l'effet des contradictions du mode de production capitaliste dans les pays les plus développés et de la France en particulier³⁴. Le développement de petites et de micro entreprises, et la reconnaissance du fait qu'elles contribuent à la création d'emplois, doit être vu comme une des modalités du déclin relatif du capitalisme français sur le marché mondial. Ces entreprises pour diverses raisons que nous n'allons pas développer ici, disposent de moins de valeur ajoutée par personne que dans les grandes entreprises. C'est à la fois le signe et la modalité d'un affaiblissement relatif des pays capitalistes les plus développés. Les statuts juridiques les plus précaires comme celui de micro-entrepreneur (auto-entrepreneur) permettent de contourner les lois sociales propres au salariat et rendent possible ce qui est le lot de nombre de paysans : travailler beaucoup pour gagner très peu. Déjà Kautsky, puis Lénine, qui le reprenait, avaient mis en évidence que nombre de professions indépendantes n'étaient qu'une tentative désespérée pour s'échapper de l'armée industrielle de réserve. Il en va de même aujourd'hui pour nombre d'acteurs qui ont des

34 Dans sa dernière livraison, l'Insee distingue au sein des travailleurs non-salariés (3,2 millions de personnes) les professions non agricoles (2,8 millions). Les micro-entrepreneurs représentent 31% de ces dernières. Les 1,9 millions de non-salariés classiques se répartissent en 43% de gérants majoritaires de sociétés et 57% d'entrepreneurs individuels. La globale croissance des effectifs est due aux micro-entrepreneurs dont le revenu moyen mensuel est de 450 €.

statuts sociaux qui ne sont que l'antichambre ou le sas de sortie de Pôle Emploi quand ils n'y sont pas contraints par certaines entreprises pour pouvoir travailler avec elles³⁵. Les phénomènes dits d'ubérisation (mais comme

le montre l'exemple de Telefonica que nous avons traité sur notre blog³⁶, il ne s'agit pas uniquement de cas liés aux nouvelles technologies de l'information³⁷) et les luttes en retour qu'elles provoquent (par exemple les coursiers de Deliveroo, les protestations des taxis contre la concurrence déloyale, des chauffeurs d'Uber sur le prix des courses, etc.) relèvent de la modernisation de formes connues dans le passé comme les tacherons, le travail à domicile, le semi-prolétariat. Une bonne partie de ces classes moyennes par force ne rêve que d'une chose : devenir prolétaire ! Dans l'oscillation entre la bourgeoisie et le prolétariat, elles

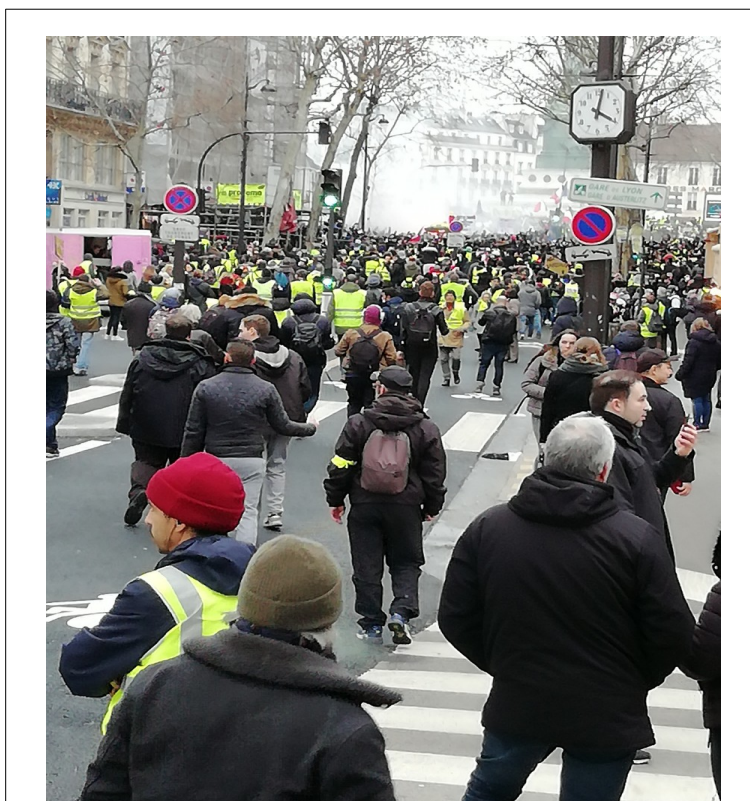
penchent facilement vers le prolétariat. En tout état de cause, le marxisme n'a jamais traité ces classes (y compris la petite-bourgeoisie capitaliste) comme si elles formaient une masse réactionnaire avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

Que le mouvement soit interclassiste et sous l'emprise

35 « De plus en plus d'organismes de formation demandent aux prestataires d'être autoentrepreneurs » (Témoin cité par *Le Monde* du 31/1/2019)
« De plus en plus de travaux de sous-traitance sont délégués des autoentrepreneurs qui se retrouvent en fin de chaîne et gagnent moins. C'est tout l'artisanat qui se paupérise » (Alain Griset, Président de L'union des entreprises de proximité, cité par *Le Monde* du 31/1/2019)

36 <https://defensedumarxisme.wordpress.com/2015/09/11/telefonica-un-bilan-de-la-greve/>

37 Au Royaume-Uni, depuis la crise de 2008, le nombre d'autoentrepreneurs est passé de 3,5 à 4,8 millions de personnes. Près de la moitié des travailleurs du BTP ont ce statut. A cela s'ajoute, un million de contrat zéro heures et de 800 000 intérimaires. (*Le Monde*, 31/01/2019)



Manifestation des "gilets jaunes" du 26 janvier 2019 et affrontements avec la police (au fond sous la fumée des gaz lacrymogènes) place de la Bastille à Paris. Cela n'empêche pas les manifestants au premier plan de continuer à marcher vers la place et vers les affrontements.

d'une idéologie bourgeoise ou des classes moyennes personne de la niera. Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante. Mais non seulement quel grand mouvement mais même quelle révolution n'a pas été interclassiste ? La Commune de Paris n'était-elle pas traversée par le patriotisme et les réminiscences de la Révolution française ? Au sein du conseil de la Commune, les ouvriers proprement dits étaient minoritaires et les internationaux³⁸ côtoyaient les blanquistes et les jacobins. Cela a-t-il empêché Marx de dire qu'il s'agissait essentiellement d'un gouvernement ouvrier ? Engels n'y a-t-il pas vu une réalisation de la dictature du prolétariat ?

Dans la Russie révolutionnaire, le soviet de Petrograd accueillait, à l'initiative des bolchéviks, des représentants des soldats, c'est-à-dire, pour la très grande majorité, des paysans, c'est-à-dire des petits-bourgeois (classe moyenne ancienne). Le soviet de Petrograd, donnait de droit, des places au bureau à des représentants des divers partis (menchéviks, socialistes-révolutionnaires, bolchéviks, ...). Le gouvernement qui sort de la révolution d'Octobre est un gouvernement ouvrier et paysan. Bien plus, pour venir au pouvoir le parti bolchévik a repris le programme agraire de la petite-bourgeoisie ; celle-ci (les partis qui la représentaient³⁹) se montrant incapable de se détacher de la bourgeoisie et d'appliquer leur programme. En même temps, Lénine ne cesse d'appeler à la différenciation des classes et à l'indépendance du prolétariat. Il encourage les ouvriers agricoles à former des syndicats, à constituer des soviets indépendants ou au moins au sein des soviets paysans des formes d'organisation qui leurs sont propres si la première solution n'est pas possible, idem pour les semi-prolétaires (paysans pauvres partiellement salariés)⁴⁰. Il

revendique des modifications dans la désignation des députés afin donner plus de poids aux représentants du prolétariat.

De l'arriération du mouvement

On ne peut nier qu'il y ait eu et qu'il y ait encore des expressions qui montrent l'arriération de certaines composantes du mouvement. Dans la mesure où elles traversent la société, elles traversent aussi les gilets jaunes, mais on peut observer des foules de cas inverses comme, par exemple, le rôle des femmes dans la direction et l'initiative du mouvement – c'est notamment une femme (noire qui plus est) qui a lancé la pétition contre la hausse des taxes sur les carburants.

[Suit ici un passage sur l'anti-sémitisme dont nous reproduisons le dernier passage en note⁴¹. Nous invitons les lecteurs qui le peuvent à lire ce passage, note du GIGC].

Enfin quel que soit le rôle de l'extrême droite et de l'ultra-droite, lui aussi mis en exergue pour discréditer le mouvement et pour polariser les élections à venir, y intervenir est une raison de plus pour ne pas le laisser sous son influence. Selon les observateurs, les abstentionnistes sont très présents et ils sont au-delà des partis que ce soit la France Insoumise ou le Rassemblement National qui tous ont mis la pédale douce pour calmer le mouvement en espérant capitaliser dans les urnes à l'occasion des élections européennes.

Bien entendu, personne ne verra dans la présence des drapeaux tricolores le signe d'une lutte exemplaire. Nationalisme des stades pour les uns, et surtout avec d'autres symboles, une référence à la Révolution française pour la plupart, il confine au mieux le mouvement dans le cadre du socialisme bourgeois⁴² ou

38 La section française de l'AIT, elle-même était composée de nombreux courants où prédominaient les tendances petites-bourgeoises.

39 Seule l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires, le parti petit-bourgeois, se détachera et partagera le pouvoir avec les bolchéviks, marquant on ne peut plus clairement que le gouvernement était bien ouvrier et paysan.

40 « Il faut rattacher la revendication de prendre la terre immédiatement à la propagande en faveur de la création de Soviets de députés de salariés agricoles. La révolution démocratique bourgeoise est achevée. Le programme agraire doit être appliqué d'une façon nouvelle. » (p.137) « La tâche des marxistes est d'expliquer aux paysans le programme agraire dont il faut reporter le centre de gravité sur les Soviets de députés des salariés agricoles. Mais tenons-nous prêts à voir la paysannerie faire bloc, le cas échéant, avec la bourgeoisie à l'instar du Soviet des députés ouvriers et soldats. » (Lénine, La conférence de Petrograd-ville du POSDR (b), Avril 1917, Œuvres, Editions sociales, T.24, p.137-138) « Sans chercher à opérer immédiatement et obligatoirement la scission dans les Soviets des députés paysans, le parti de prolétariat doit s'attacher à démontrer la nécessité de soviets distincts de députés de salariés agricoles, ainsi que des soviets distincts de députés de paysans pauvres (semi-prolétaires), ou à tout le moins de conférences permanentes groupant les députés de ces catégories sociales, sous forme de fractions ou de partis distincts au sein des Soviets communs de députés paysans. » (Lénine, Les tâches du prolétariat dans notre révolution, Avril 1917, Œuvres, Editions sociales, T.24, p.64-65) « Pour que les paysans riches - qui sont eux aussi des capitalistes - ne puissent léser et tromper les salariés agricoles et les paysans pauvres, ceux-ci

doivent s'unir, se grouper à part, ou bien former leurs propres Soviets de députés des salariés agricoles. » (Lénine, Discours aux soldats du régiment Izmailovski, Avril 1917, Œuvres, Editions sociales, T.24, p.102) « Les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, c'est-à-dire ceux qui, ne possédant pas assez de terre, de bétail ou de matériel, tirent partiellement leur moyen de subsistance d'un travail salarié, doivent bander toutes leurs forces pour s'organiser en Soviets indépendants ou en groupe distincts au sein des Soviets communs de paysans, afin de défendre leurs intérêts contre les paysans riches, qui ont forcément tendance à s'unir aux capitalistes et aux grands propriétaires fonciers. » (Lénine, Projet de résolution sur la question agraire ; Premier congrès des députés paysans de Russie, Mai 1917, Œuvres, Editions sociales, T.24, p.498)

41 « L'assimilation du communisme et du juif, développée par les russes blancs, sera également reprise par l'idéologie nazie en même temps qu'elle poussera l'aile la plus perspicace de la bourgeoisie internationale (y compris, à leur manière, les nazis) à favoriser le sionisme afin de donner une base nationale et nationaliste aux aspirations du prolétariat juif. La victoire du sionisme et la perte conséquente de forces juives pour le mouvement communiste sont un des aspects de la contre-révolution » (note du GIGC, extrait de la partie "coupée" de l'article de Robin Goodfellow).

42 « D'un autre côté, on voit bien aussi la puérité des socialistes (notamment les socialistes français, qui veulent prouver que le socialisme est la réalisation des idées de la société bourgeoise exprimées par la Révolution Française), qui démontrent que l'échange et la valeur d'échange sont originellement (dans le temps) ou selon leur concept (dans leur forme adéquate) un système de liberté et d'égalité pour tous, mais qu'ils ont été faussés par l'argent, le capital, etc. Ou encore que l'histoire a fait jusqu'à présent des tentatives manquées pour les

petit-bourgeois. Et, pour autant que le mouvement ait fait des émules dans le monde, il n'a jamais pris la peine d'esquisser une unité internationale⁴³. Maintenant lui opposer, comme gage de « pureté », l'emblème du drapeau rouge, alors que tous les symboles comme le vocabulaire du mouvement communiste sont passés à la contre-révolution, est absurde. Quant à ceux qui prennent en considération le mouvement, ils se mettent à parler au nom du « peuple », tandis que d'autres rêvent de faire disparaître les classes ou à défaut nous disent qu'il faut apprendre à parler à plusieurs classes à la fois. Bref, on rechute rapidement dans le socialisme petit-bourgeois.

De la révolution permanente

Il existe toujours un décalage entre la volonté (la dynamique du mouvement) et la conscience. Le mouvement est complexe, multiforme, interclassiste, parcouru de contradictions. Il a évolué, sous l'influence du prolétariat, vers des revendications liées au pouvoir d'achat (présentation qui laisse la possibilité d'une alliance interclassiste) et à travers des revendications de démocratie directe dont le Référendum d'initiative citoyenne ou populaire vise une action politique qui s'en prend à l'exécutif⁴⁴ et potentiellement peut aller bien au-delà. Pour les gilets jaunes, la démocratie représentative de la république bourgeoise est discréditée. A tel point qu'ils ne veulent pas eux-mêmes de représentants. Le mouvement réclame ainsi une démocratie directe susceptible de leur permettre de se saisir d'une question. Nous reviendrons sur ce sujet.

Pour le marxisme la révolution s'inscrit dans un processus nécessaire. Pour arriver à 1793, il faut en passer par 1789, pour arriver à Octobre, Février était nécessaire. Cette analyse, c'est-à-dire la stratégie de révolution permanente, ne concerne pas uniquement la révolution bourgeoise anti-féodale mais aussi la république démocratique. Il s'agit toujours de pousser la démocratie jusqu'au bout, de faire en sorte que les obstacles à l'affrontement entre le prolétariat et le capital soient le plus possible aplanis de manière à faire ressortir dans sa nudité le rapport d'exploitation, le rapport entre le capital et le travail. Pour que ce soit le tour du parti prolétaire, il faut que les autres partis se soient épuisés au pouvoir ou déconsidérés en se montrant incapables de traiter les questions posées par le processus révolutionnaire⁴⁵.

accomplir de la façon qui correspond à leur vérité, et qu'ils ont maintenant, par exemple Proudhon, trouvé le vrai Jacob qui fournira l'histoire véritable de ces rapports en remplacement de la fausse. » (Marx, Manuscrits de 1857-1858, Grundrisse, Editions sociales, T.1, p.188)

43 Spontanément on a cependant vu des manifestants étrangers (belges par exemple), venir manifester en France.

44 Très tôt le mouvement a eu comme mot d'ordre : « Macron démission ». La demande de référendum doit se comprendre comme une étape dans le processus de sa révocation.

45. « Si les travailleurs allemands ne peuvent accéder au pouvoir et faire

Axes d'intervention

Dans les axes de revendication et de propagande nous pouvons mettre en avant :

- le soutien aux victimes des violences policières ;
- l'amnistie pour les condamnés ;
- la revendication de l'abrogation des lois qui limitent la liberté d'expression et entravent la liberté de manifestation ;
- la suppression de tous les impôts indirects ; impôt proportionnel sur le revenu ; la suppression de l'héritage au-delà d'un certain seuil.

Et rappeler quelques points de toujours du programme communiste qui font écho au mouvement immédiat :

- Réconciliation de la ville et de la campagne ; harmonisation de la population sur le territoire ; suppression des grandes villes, etc. ;
- Approfondissement de la démocratie ;
- Nécessité de l'autonomie du prolétariat, du parti politique de classe, de la conquête du pouvoir politique et d'un gouvernement prolétarien, dictature révolutionnaire du prolétariat

Robin Goodfellow, 1^{er} mars 2019

[Suit une annexe que nous ne reproduisons pas ici, note du GIGC]

trionpher leurs intérêts de classe sans traverser un long processus de développement révolutionnaire, du moins ont-ils cette fois la certitude que le premier acte de ce drame révolutionnaire en perspective coïncidera avec la victoire de leur classe en France et s'en trouvera considérablement accéléré. Mais ils doivent faire eux-mêmes le maximum pour leur victoire finale en s'éclairant sur leurs intérêts de classe, en assumant aussitôt que possible leur position de parti indépendant et en refusant de se laisser égarer fût-ce un instant par la phraséologie hypocrite de fraternisation des petits-bourgeois démocratiques tendant à les détourner de l'organisation du parti du prolétariat. Leur cri de guerre doit être : « La révolution en permanence ! » (Marx, Adresse au comité central de la ligue des communistes, mars 1850, Pléiade, Politique, p.558-559)

« Lors du dernier débat sur « la position du prolétariat allemand dans la prochaine révolution », des membres de la minorité au sein du comité central ont exprimé des points de vue qui heurtent directement ceux de la dernière circulaire et même du Manifeste. A la vision internationale du Manifeste on a substitué le point de vue national des artisans allemands. Le point de vue matérialiste du Manifeste a cédé le pas à l'idéalisme. Au lieu de rapports réels, la minorité préfère la seule volonté comme force motrice de la révolution.

Alors que nous disons aux ouvriers : il vous faudra peut-être encore passer 15, 20, 50 ans de guerre civile, non seulement pour changer les rapports existants mais aussi pour vous changer vous-mêmes et vous former à la domination politique, vous, au contraire, vous leur dites : nous devons prendre maintenant le pouvoir ou aller nous coucher. Tout comme les démocrates ont abusé du mot "peuple", vous utilisez le mot "prolétariat" comme une simple phrase. Pour que cette phrase ait un sens, il serait nécessaire de transformer tous les petits bourgeois en prolétaires et, par conséquent, de représenter concrètement les petits bourgeois et non les prolétaires. A l'instar des démocrates, vous avez remplacé le développement révolutionnaire par des phrases sur la révolution. » (Marx, intervention de Marx à une réunion de la ligue des communistes, 15 septembre 1850, MEGA2, I.10, p.578 ou Collected Works, t.10, p.626)

« Une révolution est un processus de longue haleine : cf. 1642-1646, et 1789-1793 - et pour que les conditions soient mûres pour nous comme pour eux, il faut encore que tous les partis intermédiaires arrivent les uns après les autres au pouvoir, et s'y ruinent. Et c'est alors que ce sera notre tour - et même alors il se peut que nous soyions momentanément battus une fois de plus. » (Engels, Lettre à Bernstein, 12-13 juin 1883, in La social-démocratie allemande, p.176-177)

Salut à l'adhésion de *Klasbatalo* à la Tendence Communiste Internationaliste

Nous saluons l'adhésion du groupe *Klasbatalo* du Canada à la TCI⁴⁶. De fait, objectivement, elle vient renforcer non seulement la TCI mais aussi la Gauche communiste dans son ensemble. En premier lieu, il importe d'éclairer rapidement certains lecteurs non avertis des subtilités du développement de la Gauche communiste au Canada. Ils en étaient peut-être rester au *Klasbatalo* d'origine des années 2000 ; à celui qui s'était dissout en 2013 en même temps que la Fraction Internationale de la Gauche Communiste (ex-FICCI) pour former notre groupe, le GIGC. Au départ, ce nouveau *Klasbatalo* fut reformé – plus ou moins formellement – par deux camarades ayant démissionné du GIGC en 2014 et 2015. À juste titre, et de manière responsable – nous l'avons même encouragé en son temps –, ils prirent contact avec la TCI comme l'article tente de l'expliquer. Par la suite, d'autres camarades ont rejoint le groupe pour entamer des discussions avec la TCI en vue de leur adhésion. Nous pouvons regretter que la reprise du nom *Klasbatalo* puisse prêter à confusion d'autant que les camarades ne font aucun bilan critique du *Klasbatalo* des années 2000, ni se positionnent par rapport à son histoire et son impact dans le milieu canadien et surtout montréalais – s'en revendiquent-ils ? Et si oui, dans quelle mesure ? Quelles positions ? Quelles faiblesses politiques ? Il n'en reste pas moins que leur adhésion à la TCI est en soi un pas en avant dans le combat pour le parti.

Nous espérons pouvoir développer des relations fraternelles d'autant que nous sommes présents dans la même ville que les camarades, Montréal. Cela romprait avec la politique sectaire et opportuniste, parfois même directement provocatrice et hostile, que l'ancien groupe de la TCI au Canada, le GIO, avait menée à notre endroit. Notre compréhension et pratique du regroupement international – qui, nous le répétons une fois de plus, doit s'articuler autour de la TCI – tourne le dos à tout esprit de compétition ou de rivalité avec celle-ci, en particulier pour *gagner des membres*. Or, bien souvent en Amérique du nord, elle a tendance à ne considérer la question du regroupement que sous l'angle, pour le moins réducteur, de l'adhésion de nouveaux membres dans ses propres rangs ce qui l'amène à considérer comme superflu tout débat **ouvert et public** visant à la rupture politique avec les positions gauchistes et à la clarification des positions de la Gauche communiste comme un tout. Cela ne peut qu'affaiblir sur le long terme les forces et les militants qui la rejoignent. Dans le passé, cette politique de regroupement avait laissé la porte ouverte à ce que « *le GIO (...) tendre trop souvent à se laisser entraîner par le*

mouvement dans une sorte de populisme de gauche et à ne pas avancer sa propre contribution révolutionnaire » comme le dit la TCI elle-même – en fait, son ancien groupe au Canada adoptait « *trop souvent* » des positions, des interventions et des pratiques gauchistes, de type maoïste, avec lesquelles ses principaux membres n'avaient jamais vraiment rompu et contre lesquelles nous l'avions avertie à l'époque.

À ce jour, *Klasbatalo 2^e version* ignore complètement l'existence du GIGC à Montréal alors même que nous pourrions y développer en commun un espace et une dynamique politiques de la Gauche communiste comme un tout – par exemple et malgré nos invitations, il refuse de participer à nos réunions publiques. De même et plus important, l'article de la TCI ne rend pas compte du contenu des discussions sur la plateforme ayant précédé l'adhésion. Alors même qu'il précise que la discussion exigea de « *faire quelques changements mineurs avec [la] plateforme* » de *Klasbatalo* – plateforme jamais publiée à notre connaissance. Quels furent ces changements ? Ensuite, y a-t-il deux plateformes, l'une du groupe et l'autre de la TCI ? Si oui, pourquoi ? Et quelles différences entre les deux ? Nul doute que le compte-rendu de ces discussions pourrait servir de référence pour d'autres cercles ou individus et "ouvrir" le débat au camp prolétarien, en particulier à ses composantes qui s'inscrivent dans le combat pour la formation du parti, à ses forces *partidistes*.

Notre expérience passée avec le GIO et les faiblesses de l'intervention de la TCI en matière de regroupement nous invitent à être d'entrée vigilants et critiques. Nous ne voudrions pas que les fautes et les dérives, de différents ordres, que la TCI et son ancien groupe au Canada avait connues, puissent se reproduire. À plusieurs reprises, elle nous a reproché dans des correspondances internes de nous *mêler de ce qui nous ne regardait pas*. Or, la politique et le devenir de la principale organisation de la Gauche communiste aujourd'hui sont aussi *notre affaire*. Non seulement parce que cette politique, via le GIO et... les débuts de ce *Klasbatalo*, a eu diverses conséquences pratiques directes négatives sur notre propre existence, mais aussi et surtout parce qu'il en va du camp prolétarien comme un tout, du *parti en devenir*. La vie et la bonne marche de la TCI *sont aussi notre affaire* et devrait être celle de tous.

Salut donc à *Klasbatalo* ! Salut critique, mais salut fraternel !

Le GIGC, septembre 2019

46 . <http://www.leftcom.org/en/articles/2019-08-05/welcome-to-klasbatalo-as-canadian-affiliate-of-the-internationalist-communist>.

Débat au sein du camp prolétarien

Sur la période de transition entre le capitalisme et le communisme

Nous prenons l'initiative de publier dans nos pages l'introduction du camarade Fredo Corvo aux Principes fondamentaux de la production et distribution communistes du GIC ⁴⁷ (1935) parce que cette introduction participe à sa façon au débat sur la période de transition au sein du parti en devenir. En effet, l'introduction retrace et situe le débat sur la période de transition dans le cadre de la Gauche communiste et plus particulièrement entre les gauches dites italienne et hollandaise. C'est un point fondamental car ce n'est que dans ce cadre théorico-programmatique que la question peut être abordée et approfondie encore aujourd'hui. Si cette question reste une question "ouverte" et si, d'autre part, notre groupe n'a pas les moyens aujourd'hui de se prononcer de manière tranchée, il n'en reste pas moins que cette question ne peut être abordée qu'à partir du cadre programmatique et théorique de la Gauche communiste. Cela exclut de fait les Dauvé et autres "communistes" auxquels Fredo se réfère en ce qu'ils ne sont au fond que des anarchistes raffinés qui utilisent un verbiage "marxiste".

Les principes fondamentaux qui fixe le cadre de cette question sont l'exercice de la dictature du prolétariat et la destruction finale de la valeur en tant que rapport social, marchandise et salariat au premier chef, ce qui exclut aujourd'hui du champs communiste toute mesure de capitalisme d'État, même si de telles mesures capitalistes ont pu être des nécessités pour la dictature de classe en Russie.

Si Fredo Corvo et les thèses du GIC se situent dans ce cadre ce qui "autorise" le débat, nous n'en partageons pas toutes les assertions et divergeons sur certaines appréciations, en particulier sur Lénine chez qui il y aurait, selon Fredo et le GIC, confusion de notion entre socialisme et capitalisme d'État. Tout militant qui se donne la peine de lire L'infantilisme de gauche et les idées petites-bourgeoises, Sur l'impôt en nature et La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer y verra que Lénine est plus que clair sur le caractère non-socialiste des premières mesures de la dictature du prolétariat en Russie. Le capitalisme d'État n'étant qu'un moyen de combattre la petite production dans l'attente du renfort révolutionnaire de l'occident. Les camarades peuvent être en désaccord avec les mesures prises par les bolchéviks, il faudra alors se positionner par rapport aux débats de cette époque. Est-ce que les populistes, les socialistes-révolutionnaires ou encore les menchéviks avançaient des positions plus appropriées, plus révolutionnaires? De notre côté, nous nous revendiquons pleinement des positions des bolchéviks.

De même, nous ne sommes pas d'accord avec l'assertion de Fredo que la critique faite par la revue Bilan – la gauche "italienne" en exil – des Principes Fondamentaux souffrait d'une méconnaissance du cadre théorique du GIC. Au contraire, la lecture, par exemple, de Marxism and State Communism⁴⁸ du GIC conforte la critique de Bilan : le GIC met toujours de l'avant des mesures économiques formelles devant la question du pouvoir politique, ce qui est pour nous un glissement très dangereux vers l'apolitisme. En effet, même sur la question de la nature du communisme, le GIC n'est pas très loin au fond de la démocratie directe chère aux anarchistes et anarcho-syndicalistes : "Mais si nous regardons la dictature du prolétariat du point de vue de la transformation des relations sociales, des relations réciproques entre les hommes, alors la dictature est la véritable conquête de la démocratie. Le communisme ne veut pas dire autre chose que le fait que l'humanité entre dans une phase culturelle supérieure, étant donné que toutes les fonctions sociales sont placées sous la direction et le contrôle de tous les travailleurs, et qu'ainsi ceux-ci prennent leur destin en main. Autrement dit, la démocratie est devenue le principe de vie de la société. De ce fait, une démocratie essentielle, enracinée dans la gestion de la vie sociale par les masses laborieuses, est exactement la même chose que la dictature du prolétariat »⁴⁹. Au contraire, en accord avec la tradition "italienne" de la Gauche communiste, le communisme n'est pas l'extension de la démocratie la plus pure, mais son abolition concomitante à l'abolition des classes et de l'État. Une société sans classe sera en mesure de fonctionner harmonieusement sans le mécanisme démocratique. Mais avant de se rendre à ce but final, il y aura tout un processus dont l'insurrection ne sera que l'acte fondateur. La mise en place de la dictature du prolétariat et son exercice jusqu'à l'abolition des classes ne pourra se faire sans l'intervention à même les luttes de militants qui, ayant conscience du but final des luttes, seront amenés à exercer un leadership politique vis à vis le reste de leur classe, donnant ainsi la capacité politique au prolétariat de vaincre la bourgeoisie et d'abolir le capital. Ce regroupement de militants, c'est le parti communiste.

Révolution ou Guerre

47 Disponible en français : https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2010/06/gic_1930.pdf [note de la rédaction].

<https://docplayer.fr/21586849-Fondements-de-la-production-et-de-la-distribution-communiste.html>

48 [http://www.left-dis.nl/uk/GIC%20\(1932\)%20Marxism%20and%20state%20communism.1-0.pdf](http://www.left-dis.nl/uk/GIC%20(1932)%20Marxism%20and%20state%20communism.1-0.pdf)

49 <http://www.left-dis.nl/>, souligné par nous.

Introduction au texte du G.I.C. sur l'économie de la période de transition

Cet article donne une introduction dans l'ouvrage politico-économique le plus important du GIC. Il essaye de clarifier les malentendus les plus importantes qui continuent de marquer sa réception.

1. Origine et signification des "Principes fondamentaux"

L'ouvrage *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* (plus tard abrégé en *Principes fondamentaux*) du Groep(en) van Internationale Communisten (GIC) est un texte important de la gauche communiste sur les problèmes économiques de la période de transition du capitalisme au communisme. Le GIC décrit l'intérêt des *Principes fondamentaux* ainsi :

« Dès que le gouvernement de la classe ouvrière est devenu un fait dans un pays industrialisé, le prolétariat se trouve confronté à la tâche de mener à bien la transformation de la vie économique sur de nouvelles bases, celles du travail collectif. L'abolition de la propriété privée est facilement déclarée, et ce sera la première mesure du système politique instauré par la classe ouvrière. Mais ce n'est là qu'un acte juridique qui est destiné à fournir des bases légales au processus économique réel. La transformation réelle et le véritable travail révolutionnaire ne fait alors que commencer »⁵⁰.

La signification courante de ce texte ne se limite pas à la réponse apportée aux questions qui se poseront immédiatement lorsque la classe ouvrière se sera emparée du pouvoir politique. Les *Principes fondamentaux* présentent un intérêt supplémentaire dans le débat entre les jugements portés par la gauche italienne et par la gauche germano-hollandaise sur les leçons des révolutions ouvrières de 1917-1923. Ce débat se heurte encore à une ignorance mutuelle des opinions de chacune d'elles. En raison du manque de traductions complètes de l'édition finale des *Principes fondamentaux* de l'année 1935, et parfois du fait de l'existence d'extraits limités et de l'absence de connaissance des études préliminaires aux *Principes fondamentaux*⁵¹, toutes sortes de malentendus sont nés

qui ont fait obstacle à la discussion jusqu'à aujourd'hui.

Par-delà Marx, Engels et Lénine

Les *Principes fondamentaux* sont une élaboration du concept d'une nouvelle société, concept que Karl Marx et Friedrich Engels ont tiré des contradictions internes du capitalisme et de l'action autonome de la classe ouvrière de leur époque, en particulier dans les révolutions bourgeoises de 1848 et dans la Commune de Paris de 1871. Dans la première édition des *Principes fondamentaux* (en allemand), les rédacteurs du GIC relatent que ce n'est qu'après avoir achevé leurs études qu'ils avaient eu connaissance de la *Critique du programme de Gotha* de Marx. En conséquence les mesures économiques que le GIC a proposées avaient déjà été avancées par Marx⁵². Détestant toute scolastique, le GIC a analysé de manière critique les idées réformistes d'économie planifiée qui avaient été développées après Marx et Engels. Le GIC montre dans les six premiers chapitres que les bolcheviks ont appliqué en Union soviétique une conception capitaliste d'État de l'économie planifiée, conception qu'ils avaient empruntée au réformisme. En outre, dans son édition finale de 1935 en néerlandais, le GIC critique la variante d'économie planifiée du communisme libertaire telle qu'elle avait été appliquée par l'anarcho-syndicalisme en 1936 en Espagne⁵³. Mais surtout, le GIC se fonde sur les mouvements révolutionnaires des conseils en Russie et en Allemagne de 1917 à 1923.

Pour une bonne compréhension des *Principes fondamentaux*, il est nécessaire d'appréhender le cadre politique dans lequel le GIC propose ses mesures économiques. Comme cela est clair d'après la citation susmentionnée, le GIC présuppose une révolution prolétarienne triomphante dans laquelle les travailleurs dominent un territoire industriel de taille raisonnable. Dans cette révolution, la classe ouvrière, massivement organisée en conseils, a écrasé l'État bourgeois et, à partir de ce moment-là, elle exerce la dictature du prolétariat au moyen de ces mêmes conseils sur une

au plus complexe : Spartacus 1961 (original en néerlandais), Mattick 1938 partie 1, partie 2 (original en anglais), ou Mattick 1934 (original en anglais).

50 GIC, « Marxisme et communisme d'État : le dépérissement de l'État » - Amsterdam : Groepen van Internationale Communisten, 1932. La citation est identique au premier paragraphe de Max Hempel (pseudonyme de Jan Appel), Marx-Engels und Lenin : *Über die Rolle des Staates in der proletarischen Revolution* [« Marx-Engels et Lénine : Sur le rôle de l'État dans la révolution prolétarienne »], in *Proletarier* (Berlin) n° 4-6, mai 1927. Les deux textes correspondent amplement aux "*Principes fondamentaux*" et ils peuvent en être considérés comme une étude préliminaire.

51 Pour une vue d'ensemble exhaustive des différentes publications ayant des liens avec les textes complets, voir aaap.be. Si on cherche un bref résumé des *Principes fondamentaux*, on peut choisir parmi les titres suivants qui sont rangés ici du plus simple

52 Voir *Principes fondamentaux de production et de distribution communistes*, 1930, chap. XIX. Le GIC dit dans la version allemande p. 135 « Ces gloses marginales n'étaient disponibles qu'après la fin de notre étude », ce qui est mal traduit en « Ces gloses marginales, nous voulons d'abord les utiliser pour notre conclusion ».

53 GIC, *Principes fondamentaux de production et de distribution communistes*, 1930, chap. I à VI. GIC, « Les fondements théoriques de l'ouvrage : "*Principes fondamentaux de production et de distribution communistes*" », 1931, voir aaap.be. L'édition de 1935 est augmentée de réponses à plusieurs critiques. Malheureusement, elle n'a jamais été traduite du néerlandais dans d'autres langues.

société et une économie qui affichent encore presque toutes les caractéristiques du capitalisme. Dans la mesure où la résistance de la classe capitaliste et des autres classes vaincues faiblit et où la révolution prolétarienne se répand de par le monde, cet “État ouvrier” dépérit. Tel est brièvement le cadre politique que le GIC, pense-t-on souvent à tort, a négligé en faveur de l’aspect “économique”. Il faudrait noter que l’opposition conceptuelle de l’“économie” et de la “politique” est typiquement une approche léniniste. Les *Principes fondamentaux* ne négligent pas l’aspect “politique”, mais le GIC prend une position différente de celle de Lénine en mettant l’accent sur le fait que la dictature du prolétariat est l’exercice massif du pouvoir de la classe ouvrière par les conseils, et non pas la dictature d’un parti avec l’aide de l’État. Le lecteur des *Principes fondamentaux* ne devrait pas s’attendre à une analyse plus poussée de la Révolution russe parce que ce n’était pas le but de ce texte. De même, les *Principes fondamentaux* ne s’intéressent à aucune des formes supérieures du communisme, mais ils se concentrent sur la période qui suit immédiatement la révolution et sur les mesures économiques qui doivent assurer que les travailleurs continueront à exercer le pouvoir sur la société.

C’est dans ce cadre politique que le GIC se focalise sur les aspects économiques de la phase de transition. La classe ouvrière utilise le pouvoir qu’elle détient sur les moyens de production pour abolir le travail salarié dans tous ses aspects. Elle fait cela en tant que classe révolutionnaire, en commençant résolument à mettre fin à la division entre le travail intellectuel et le travail manuel et en révolutionnant les relations sociales en tant que masse organisée en assemblées générales d’entreprise et en conseils. Marx pensait à cette organisation quand il écrivait sur « *l’association des producteurs libres et égaux* ». Avec cette association, les rapports de production effectuent un saut immédiat de la production pour le profit à la production pour les besoins sociaux. À long terme, la classe ouvrière amènera l’économie de la pénurie à l’abondance : elle permettra ainsi l’intégration des autres classes dans « *l’association des producteurs libres et égaux* », dans laquelle le travail se transformera en développement de la personnalité unique de chaque individu. Le principe de la consommation de chacun en fonction des besoins s’étendra à une partie toujours plus large de la production.

[Suit ici une rapide biographie de Jan Appel qui fut le principal rédacteur des *Principes fondamentaux* que nous ne pouvons reproduire faute de place. Elle est accompagnée ensuite du rappel que ce texte fut préparé par « trois études préliminaires ». La première fait « directement référence à l’expérience pratique de la révolution en Russie » et la deuxième porte « sur le

problème des relations entre l’industrie et le secteur agricole ». *La troisième étude, GIC, Marxisme et communisme d’État : le dépérissement de l’État*, « critique l’identification de la nationalisation à la socialisation et du capitalisme d’État au socialisme », note du GIGC].

2. Malentendus et anti-critique

Dans ce qui précède, il a été fait référence aux malentendus qui sont nés au fil du temps et qui étaient dus aux médiocres traductions et résumés de *Principes fondamentaux*, ainsi qu’à la méconnaissance des trois études préliminaires. Cette section présente les plus importants de ces malentendus et elle les corrige avec des références à la version de 1935 des *Principes fondamentaux*.

La première critique a été celle d’Hermann Gorter lors de la présentation de la première ébauche de Jan Appel. Malheureusement, cette critique n’a été transmise que par voie orale. Le recours de Gorter à *L’État et la révolution* de Lénine pour appuyer son opinion selon laquelle la production devrait être organisée à la façon du service des postes et à celle des chemins de fer a reçu sa réponse dans la critique de Lénine par Appel dans la version originale en allemand de 1927 de la brochure du GIC : *Marxisme en staatscommunisme; het afsterven van de staat*⁵⁴.

Idéaux présupposés d’absolue égalité

Anton Pannekoek a été lui aussi tout d’abord sceptique et il n’a d’ailleurs pas voulu rédiger une introduction à ce qu’il considérait comme un plan utopique. Après lecture, il s’est très facilement avéré que c’était davantage une critique de l’opinion selon laquelle l’organisation de la production devait être faite par l’État⁵⁵. Dans son livre *De Arbeidersraden* (1946), Pannekoek a consacré dix pages à résumer les *Principes fondamentaux*⁵⁶. Dans son ouvrage de référence sur la Gauche communiste hollandaise et allemande, Bourrinet suggère que Pannekoek critique “implicitement” les *Principes fondamentaux* dans *De Arbeidersraden*. Parmi beaucoup d’autres idées fausses, qui montrent que l’auteur ne connaît pas la version des *Principes fondamentaux* revue et corrigée en 1935, Bourrinet présuppose faussement que le GIC emploie une idée absolue de “justice” et de “distribution égale”⁵⁷.

54 GIC, *Marxisme et communisme d’État : le dépérissement de l’État* - Amsterdam : Groepen van Internationale Communisten, 1932.

55 Anton Pannekoek, Herinneringen 1982, p. 215.

56 Anton Pannekoek, *Les conseils ouvriers*, [Traduit de l’anglais]. – [Paris] : Béliabaste, [1974]. – 499 p., Éditions Spartacus, [en deux tomes], 2010.

57 Pour la plus récente édition en anglais, en partie revue et corrigée, voir *The Dutch and German Communist Left* (1900-68), Brill, p. 358/363. Bourrinet prépare actuellement une édition revue en langue française, voir Pantopolis. La première édition de cette

Dans son introduction à la réédition de la première édition allemande en 1970, Paul Mattick avait déjà critiqué la distribution fondée sur les heures de travail que le GIC proposait au début de la phase de transition. De plus, cette introduction contient toutes sortes de points qui sont intéressants pour la discussion, mais qui dépassent le cadre de ce texte. « *Les possibles injustices d'une distribution liée au temps de travail* » que Mattick indiquait, à savoir qu'en dépit de l'égalité formelle il n'y a d'égalité ni du travail, ni des conditions de vie des travailleurs, étaient connus aussi bien du GIC que de Marx, et la solution essentielle en était l'évolution vers un stade supérieur du communisme où ce qui prévaudra c'est de prendre en fonction des besoins et de donner en fonction des capacités. Mattick simplifie le problème en partant de l'hypothèse que « *dans les pays capitalistes avancés (...) les forces sociales de production sont suffisamment développées pour produire des moyens de consommation en abondance* » et que « *dans les conditions d'une économie communiste, il est possible de produire une abondance de moyens de consommations, ce qui rend le calcul de la participation individuelle [au travail collectif] superflu* »⁵⁸. Premièrement, nous ne savons pas quelles seront les dévastations dues à la destruction de l'environnement, aux guerres impérialistes, aux crises économiques et à la guerre civile entre le capital et le travail, que la classe ouvrière victorieuse héritera du capitalisme. Deuxièmement, Mattick ne pose pas la question : « *qui travaillera si la consommation est libre ?* ». La transition de la pénurie à l'abondance dans les formes supérieures du communisme n'est pas seulement une question de développement technique des forces productives. La révolution est également "l'auto-éducation" des forces productives humaines grâce à laquelle « *la classe [le prolétariat] qui renverse l'autre [pourra] balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles* »⁵⁹.

C'est à l'intérieur du groupe *Daad & Gedachte*, sur la base étroite de son propre résumé des *Principes fondamentaux*, que des discussions ont émergé à la fin des années 1970 sur les inégalités existantes en matière de paye, si celle-ci est calculée en fonction des heures travaillées. Outre des propositions intéressantes destinées à compenser ces inégalités, le groupe avance des idées d'égalité qui ne se trouvent pas dans les écrits du GIC⁶⁰.

Thèse a également été distribuée par le CCI comme étant son propre "travail collectif". Voir aussi la critique de Corvo: « Council communism or councilism? - The period of transition ».

58 Voir *Introduction* / Paul Mattick.

59 Marx/Engels : *L'idéologie allemande*.

60 Daad & Gedachte, *Maar hoe dan? Enige gedachten over een socialistische samenleving: Discussie*.

Au début de la période transitoire, lorsque la société a encore les caractéristiques du capitalisme, le terme de "liberté", qui figure dans « l'association des producteurs libres et égaux », a une connotation négative en tant qu'il est opposé à celui d'oppression, et pas encore la connotation du libre développement des qualités unique de chaque individu. De la même façon, le terme "d'égalité", immédiatement après la révolution prolétarienne, nous rappelle que l'égalité formelle du droit civil des "producteurs égaux" dissimule toutes sortes de formes réelles d'inégalité. L'égalité est traitée dans les *Principes fondamentaux* de 1935 au chapitre IX sous le titre « *Rechtvaardige' verdeling ?* » :

« *Dans la production communiste, nous demandons par conséquent que le temps de travail soit la mesure de la consommation. Chaque travailleur détermine par son travail en même temps sa part dans les stocks sociaux de biens de consommation.*

Ou bien, comme le dit Marx : « *Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail. Le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour, sous une autre forme.* »⁶¹ (Voir la fin du chapitre III).

« *Cela est mal interprété comme étant une distribution "juste" du produit social. Et c'est vrai dans ce sens que personne ne peut manger s'il se roule les pouces, comme les actionnaires le font quand leur seule occupation est d'encaisser les dividendes. Mais la justice ne va pas plus loin qu'avec ce cas-là. À première vue, il semble que toute différence de salaire soit abolie, et que toutes les fonctions de la vie sociale, que le travail soit intellectuel ou manuel, donne des droits égaux aux stocks sociaux. Mais si l'on y regarde de plus près, la loi de l'égalité fonctionne de manière très injuste.*

*Prenons deux travailleurs, tous deux donnant à la société le meilleur de leurs capacités. Mais l'un est célibataire, tandis que l'autre a une famille avec cinq enfants. Un autre est marié, mais le mari et la femme travaillent tous les deux de sorte qu'ils ont un "double" revenu*⁶². *En d'autres termes, le même droit aux*

61 Traduit de l'original allemand. Traduction française comme publié par marxists.org : « *Le producteur reçoit donc individuellement - les défalcations une fois faites - l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail* » (Marx, *Gloses marginales au programme du Parti Ouvrier allemand*, Partie 1).

62 Note de F. C. : Cet exemple indique erronément que le mariage bourgeois et la famille bourgeoise continueront à exister durant la période transitoire. Mais les communistes proposeront une individualisation des revenus qui assurera que ceux qui forment un ménage le font sur la base seulement de l'affection personnelle et non pas contraints par une dépendance économique mutuelle.

ressources sociales devient une grande injustice dans la consommation pratique.

La distribution selon la règle du temps de travail ne peut donc jamais découler de la justice. La règle du temps de travail a les mêmes défauts que toute autre règle. Cela signifie : une règle juste n'existe pas et ne peut jamais exister. Quel que soit le critère que l'on choisisse, il sera toujours injuste. Et cela parce qu'employer un barème signifie ignorer les différences individuelles en matière de besoins. Une personne a peu de besoins, une autre en a beaucoup. Un homme peut ainsi satisfaire tous ses besoins avec son allocation de fournitures, tandis qu'un autre manque de toutes sortes de choses. Ils donnent tout ce qu'ils peuvent à la société, et pourtant le premier peut satisfaire ses besoins et le second ne le peut pas.

Cette imperfection est inhérente à tout barème. En d'autres termes, la définition d'une mesure de la consommation est une expression de l'inégalité de la consommation.

La demande de droits égaux sur les stocks sociaux n'a rien à voir avec la justice. Au contraire, c'est une revendication politique par excellence que nous posons en tant que travailleurs salariés. Pour nous, l'abolition du travail salarié est le point central de la révolution prolétarienne. Tant que le travail n'est pas la norme de la consommation, il y a un "salaire", qu'il soit élevé ou faible. Dans tous les cas, il n'y a pas de lien direct entre la quantité de biens produits et le salaire. En conséquence, la gestion de la production, la distribution des biens et aussi la plus-value ainsi produite, échoient nécessairement aux "instances supérieures". Cependant, si le temps de travail est le critère pris pour la consommation individuelle, cela veut dire que le travail salarié a été aboli, qu'il n'y a plus de plus-value produite, et que par conséquent il n'y a plus besoin "d'instances supérieures" pour distribuer le "revenu national".

Le besoin d'un droit égal sur les ressources sociales ne dépend donc pas de la "justice" ou de tout autre sorte d'évaluation morale. Il est fondé sur la conviction que c'est seulement de cette manière-là que les travailleurs salariés pourront garder le contrôle de l'économie. C'est à partir de "l'injustice" du droit égal que la société communiste commencera à se développer »⁶³.

Incompréhension du cadre politique

Concernant la Gauche italienne en exil, c'est une critique plus politique qui a été faite par elle des *Principes fondamentaux*. Cependant Mitchell, dans un très long écrit dans *Bilan*, de 1936 à 1937, a ignoré les prémisses politiques trouvées à la fois dans les études préliminaires et dans l'édition de 1935 des *Principes fondamentaux*. En conséquence, sa conclusion équivaut en partie à

⁶³ *Principes fondamentaux*, 1935, chapitre IX sous le titre « Rechtvaardige' verdeling ? ».

constater une évidence :

« Dans la prochaine révolution, le prolétariat vaincra indépendamment de son immaturité culturelle et de ses lacunes économiques, à condition qu'il ne compte pas sur la "construction du socialisme" mais sur le développement de la guerre civile internationale »⁶⁴

Hennaut avait déjà rédigé en 1936 pour *Bilan* un résumé en français des *Principes fondamentaux*⁶⁵. Connaissant l'édition hollandaise, Hennaut a formulé en 1935 dans *Bilan* de manière beaucoup plus prudente et plus précise ce à quoi *Bilan* pensait, à savoir à la question de l'État prolétarien :

« C'est pour cela qu'une révolution, si "mûre" fût-elle, ne peut jamais être un processus mécanique. Il est possible que telle ne soit pas non plus l'opinion de nos camarades hollandais et que la lacune que nous signalons ne résulte que de la nécessité qu'il y avait d'abstraire en quelque sorte et de montrer, pour la clarté de l'exposition, l'évolution économique comme étant complètement séparée de l'intervention politique, mais il importe quand même de faire plus de clarté sur ce point. Il est vrai qu'ils affirment quelque part que l'État reste nécessaire au prolétariat après la prise du pouvoir. Il s'agit d'un "État" d'une nature particulière, qui n'est déjà plus, en réalité, un État, comme Lénine, après Marx, le montrait d'ailleurs. Il s'agit d'un État qui « ne puisse pas ne pas dépérir », alors que le marxisme a mis en relief que l'État était toujours l'instrument d'oppression d'une classe sur une autre. Il est possible que, pour la clarté de l'exposition, il faille remplacer dans la terminologie l'expression d'"État prolétarien" par une autre plus adéquate. Mais, avec ces explications, on comprendra nos critiques. L'exposé des Hollandais énonce la nécessité d'un "État prolétarien" qui ne pourrait pas s'évader de sa fonction d'instrument de répression de la contre-révolution »⁶⁶.

La Gauche italienne a présenté dans *Bilan* et dans *Internationalisme* d'intéressantes positions sur l'État dans la phase de transition. Malheureusement, la discussion entre les positions de la Gauche communiste italienne et de la Gauche communiste hollandaise a été bloquée pendant des décennies en raison du mépris pour le cadre politique que la GIC a utilisé⁶⁷. Certains de ces malentendus persistants ont été propagés par Gilles Dauvé.

Après Mai 1968, la Gauche germano-hollandaise a été

⁶⁴ Mitchell, [Problèmes de la période de transition](#).

⁶⁵ « Production et distribution communistes » (*Bilan*, résumé par Adhémar Hennaut, 1935).

⁶⁶ A. Hennaut, « Les internationalistes hollandais sur le programme de la révolution prolétarienne », 1935. Voir aussi « Production et distribution communistes » (*Bilan*, résumé par Adhémar Hennaut, 1935).

⁶⁷ Dans le reader « G.I.C. Grondbeginselen der communistische productie' I. De politieke randvoorwaarden ».

redécouverte en France. Cette redécouverte s'est produite sous le couvert des illusions petites-bourgeoises et artisanales de l'"autogestion ouvrière" économique dans des usines occupées isolées – par exemple, l'usine de montres LIP – au sein du capitalisme. Après que certains textes communistes des conseils aient été nouvellement traduits ou republiés à partir de sources peu claires, Authier et Barrot (ce dernier nom étant le pseudonyme de Gilles Dauvé) ont publié en 1976 une première historiographie en français de *La gauche communiste en Allemagne 1918-1921*. Les auteurs reprenaient la critique formulée par Bordiga concernant l'obsession supposée de la Gauche communiste allemande pour les formes d'organisations (conseils, parti) au détriment de leur contenu, c'est-à-dire du programme communiste. Bordiga indiquait que tant que le Parti Communiste de Russie au pouvoir adhérerait ne serait-ce que "programmatically" à la révolution mondiale, la Russie serait gouvernée par une dictature du prolétariat⁶⁸. Bordiga n'identifiait pas le capitalisme d'État et le socialisme, comme Lénine le fait dans *L'État et la révolution* avant la Révolution d'Octobre. Bordiga en appelait aux déclarations de Lénine à l'époque de la lutte contre les communistes de gauche, et plus tard dans la défense de la NEP. Lénine, qui était devenu plus analytique après la Révolution d'Octobre, défendait le capitalisme d'État comme une avancée économique vers le socialisme, mais il le qualifiait de capitalisme. À propos de ces subtilités non négligeables dans la défense du capitalisme d'État par Lénine et par Bordiga, il est important de souligner que Bordiga acceptait le substitution léniniste de l'activité de masse et de l'organisation de masse par l'organisation minoritaire du parti, tandis que les gauches hollandaise et allemande se sont ralliées à la position selon laquelle les conseils ouvriers sont les organes de masse de la dictature du prolétariat. Mais cette vision des choses est rejetée, dans un style léniniste, du point de vue substitutionniste du bordiguisme, comme exprimant la priorité de la forme organisationnelle sur le contenu programmatique, si ce n'est simplement comme "économisme". Avec le recours bordiguiste à la primauté du programme, Authier et Barrot ont qualifié toute la gauche germano-hollandaise de "conseilliste"⁶⁹, lui déniait son caractère "communiste".

Le plus grand crime que le GIC a commis aux yeux d'Authier et de Barrot est de proposer d'introduire l'heure de travail moyenne socialement nécessaire comme unité de calcul dans une économie qui connaît encore la pénurie. En introduisant une unité générale de comptabilité, les rapports de valeur seraient maintenus.

68 Voir en particulier : « Bilan d'une révolution (1967-1991), conclusion de la partie I: Les grandes leçons d'Octobre 1917 ».

69 Authier/Barrot, « *La Gauche Communiste en Allemagne 1918-1921* », Paris, 1976 p. 18.

Pour prouver cela, ils invoquent Bordiga qui avait été le seul pendant longtemps à avoir répété que le communisme ne connaît plus de valeur. Les calculs ne devaient être appliqués qu'à des quantités physiques, « *mais non pas en vue de quantifier, de réguler, un échange qui n'existe plus* »⁷⁰. C'est dans ce contexte qu'Authier et Barrot font référence à deux fragments du vaste ouvrage de Bordiga sur la *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*⁷¹. Cependant, il est dit en premier lieu dans ces fragments que, dans le socialisme, l'accumulation de valeur est remplacée par la production de valeurs d'usage (p.191). Deuxièmement, Bordiga indique que les bolcheviks utilisaient la monnaie comme moyen de calcul dans leur planification, et il est d'accord avec Boukharine lorsque ce dernier exprime sa préférence pour une planification en nature ou en quantités physiques (p. 205). Les bolcheviks ont appliqué cette planification en nature au cours du Communisme de guerre, ce qui a été généralement reconnu comme un échec complet, après lequel la NEP a été introduite. La planification en quantités physiques a été analysée par le GIC dans *Les principes fondamentaux*⁷².

Authier et Barrot se réfèrent à la critique de Proudhon par Marx comme second argument contre le temps de travail en tant qu'unité de calcul. Cependant, en 2013, David Adam a montré que les propositions du GIC sont parfaitement conformes à Marx. Au fil de ses aventures politiques, Barrot/Dauvé est devenu le principal idéologue du courant de la "communisation"⁷³.

Confronté à l'argument d'Adam, Dauvé tourne le dos à Marx :

« *Dans Marx's Critique of Socialist-Money Schemes & the Myth of council Communism' Proudhonism, (libcom.org, 2013), David Adam réfute mon ancienne critique de la vision conseilliste du communisme en arguant que la notion de valeur du GIC est la même que celle de Marx. Que la discussion soit devenue plutôt difficile n'est ni de la faute de David Adam ni de la*

70 *Ibidem*, p.227.

71 Bordiga, « *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* »; II Développement des rapports de production après la révolution bolchevique, Paris.

72 En allemand : GIC « *Die Ausgangspunkte der Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung* », Ch. III Die Distribution der Produktionsmittel und Konsumgüter in 'Natura' als bolschewistisches Ideal, p. 167. En anglais: GIC, « *The Basic Theoretical Foundations of the Work "Fundamental Principles of Communist Production and Distribution"* », Ch. III The Distribution of Means of Production and Consumption "in Natura" (by Barter) as a Bolshevnik Ideal. En hollandais : GIC, *Grondbeginselen van de communistische productie en distributie*, Ch. II [De distributie van productiemiddelen en consumptie in natura als bolsjewistisch ideaal](#) et GIC, « *Grondbeginselen van de communistische productie en distributie* », Ch. XII De opheffing van de markt.

73 Sur cette histoire peu ragoûtante, voir : Bourrinet, « Dictionnaire biographique d'un courant internationaliste », lemme Dauvé.

mienne, c'est seulement dû au fait que la question est compliquée. Dans le passé, j'ai voulu contester le GIC au nom de l'analyse de la valeur de Marx en faisant une référence particulière aux Grundrisse. Je mets maintenant en avant l'argument selon lequel il y a quelque chose de hautement discutabile dans la vision même de Marx, à la fois dans *Le Capital* et dans les Grundrisse, que le GIC a marché sur les traces de Marx et qu'il a eu tort de le faire : loin d'être un instrument utile et juste de mesure, le temps de travail est consanguin au capitalisme. C'est davantage qu'un lien causatif : le temps de travail est la substance de la valeur. Marx était certainement un précurseur du projet conseilleriste »⁷⁴.

Par souci d'exhaustivité, il faut noter ici que l'ouvrage de Bordiga : *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* contient un chapitre dans lequel il mentionne les bons de travail (avec le nombre d'heures travaillées) que Marx, dans sa *Critique du programme de Gotha*, proposait comme un droit à la consommation au cours du premier stade de la société socialiste. Bordiga dit qu'il a rencontré en Union soviétique toutes sortes de catégories purement capitalistes telles que l'argent, l'épargne, les comptes bancaires, l'intérêt, le crédit, mais jamais ces certificats de travail⁷⁵. Ceci rend l'appel de Dauvé à Bordiga pour le moins discutabile.

Assez parlé maintenant des malentendus persistants sur les *Principes fondamentaux* par manque de connaissance du texte concerné, en particulier dans le monde francophone. Et pour finir, laissons le GIC parler pour lui-même.

La dictature économique du prolétariat

C'est sous le titre de « La dictature économique du prolétariat » que le GIC a présenté sa vision politique dans l'édition de 1935 des *Principes fondamentaux*:

« Pour finir, nous devons consacrer quelques mots à la dictature du prolétariat. La dictature est une chose évidente pour nous, et l'on n'a donc pas nécessairement besoin de parler d'elle, étant donné que la réalisation de la vie économique communiste n'est pas différente de la dictature du prolétariat. La mise en œuvre de l'économie communiste ne signifie rien d'autre que l'abolition du travail salarié, ce qui entraîne le droit égal aux stocks sociaux pour tous les producteurs. C'est également l'abolition des privilèges de certaines classes. L'économie communiste ne donne à personne le droit de s'enrichir aux dépens du travail des autres. Celui qui ne travaille pas, ne mange pas. L'application de ces principes n'est en aucun cas "démocratique". La classe ouvrière les met en œuvre avec la plus violente et

sanglante des luttes. Il ne peut pas être question de "démocratie" dans le sens d'une coopération des classes, telle qu'on la connaît aujourd'hui dans les systèmes parlementaire et syndical.

Mais si nous regardons la dictature du prolétariat du point de vue de la transformation des relations sociales, des relations réciproques entre les hommes, alors la dictature est la véritable conquête de la démocratie. Le communisme ne veut pas dire autre chose que le fait que l'humanité entre dans une phase culturelle supérieure, étant donné que toutes les fonctions sociales sont placées sous la direction et le contrôle de tous les travailleurs, et qu'ainsi ceux-ci prennent leur destin en main. Autrement dit, la démocratie est devenue le principe de vie de la société. De ce fait, une démocratie essentielle, enracinée dans la gestion de la vie sociale par les masses laborieuses, est exactement la même chose que la dictature du prolétariat.

Il était de nouveau réservé à la Russie de faire de cette dictature une caricature en présentant la dictature du parti bolchevik comme la dictature de la classe prolétarienne. De cette manière, il a fermé la porte à une véritable démocratie prolétarienne, c'est-à-dire à l'administration et à la direction de la vie sociale par les masses elles-mêmes. La dictature du parti est la forme dans laquelle la dictature du prolétariat est en réalité contrecarrée.

En plus de la signification sociale de la dictature, jetons un regard sur son contenu économique. Dans la sphère économique, la dictature agit de telle manière qu'elle impose une application générale des nouvelles règles sociales auxquelles la vie économique est soumise. Les travailleurs eux-mêmes peuvent ajouter toutes les activités sociales à l'économie communiste s'ils acceptent ses principes, s'ils mettent en œuvre la production pour la communauté sous la responsabilité de la communauté. C'est tous ensemble qu'ils mettent en pratique la production communiste.

Il est évident que les différents domaines du secteur agricole ne suivront pas immédiatement les règles de la vie économique communiste, c'est-à-dire qu'ils ne se joindront pas à la communauté communiste. Il est également probable que certains travailleurs comprendront le communisme de telle manière qu'ils voudront gérer les entreprises de manière indépendante, mais non pas sous le contrôle de la société. Au lieu du capitaliste privé du passé, ce sera alors l'organisation de l'entreprise qui agira en tant que "capitaliste".

À cet égard, la dictature économique a pour fonction spécifique d'organiser le secteur économique selon les règles générales, dans laquelle la comptabilité sociale par le bureau général de comptabilité, remplit une fonction importante. Nous trouvons dans les comptes sociaux l'enregistrement des flux de biens dans la vie

74 Gilles Dauvé, « *Value, time and communism : re-reading Marx* », présenté comme *Chapitre d'une nouvelle édition d'Eclipse & Re-Emergence of the Communist Movement*, (à paraître chez PM Press, automne 2014).

75 Bordiga, idem, *Le 'bon' de Marx*, p. 221 et suivantes.

économique communiste. Cela ne signifie rien d'autre que ceux qui ne font pas partie du système de comptabilité sociale ne peuvent pas obtenir de matières premières. En effet, dans le communisme, rien n'est "acheté" ni "vendu". Les producteurs ne peuvent qu'obtenir des produits et des matières premières de la part de la communauté pour une distribution ou une transformation supplémentaire. En revanche, ceux qui ne désirent pas inclure leur travail dans le processus de travail régulé socialement s'excluent de la communauté communiste. C'est ainsi que la dictature économique mène à l'auto-organisation de tous les producteurs, qu'ils soient petits ou grands, qu'ils soient industriels ou agricoles. En réalité, cette dictature s'abolit immédiatement à partir du moment où les producteurs intègrent leur travail dans le processus social et où ils travaillent selon les principes du contrôle social et de l'abolition du travail salarié. C'est donc aussi une dictature qui "meurt" automatiquement dès que la vie sociale tout entière est établie sur les nouvelles

fondations de l'abolition du travail salarié. C'est également une dictature qui n'exerce pas son pouvoir en employant la baïonnette, mais qui procède avec les lois économiques du développement du communisme. Ce n'est pas "l'État" qui s'acquitte de la dictature économique, mais c'est quelque chose de plus puissant que l'État : les lois du développement économiques » (« Principes fondamentaux », 1935, dans Ch. XVI sous le titre : De economische dictatuur van het proletariaat).

Les *Principes fondamentaux* ne fournissent certes pas le dernier mot concernant les mesures que les conseils ouvriers pourront prendre après leur conquête du pouvoir politique. Mais c'est le GIC qui jusqu'à présent a produit l'analyse la plus complète et la plus profonde des expériences révolutionnaires de la période 1917-1923. C'est aux nouvelles générations de travailleurs révolutionnaires qu'il revient d'aller de l'avant en utilisant comme marchepied ce qui a été accompli il y a cent ans.

Fredo Corvo, Mai 2018.

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail.com)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo).

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI).

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI).

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI).

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC).



Contre les théories idéalistes et révisionnistes du CCI (FICCI) et Bilan de la lutte étudiante au Québec de 2012 (Klasbatalo)

Lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme

La fraction "Boukharine" de 1918 à rebours de la Gauche communiste

Depuis la parution en français de l'intégral de la revue *Kommunist* par la maison d'édition Smolny, il semble de bon goût dans le milieu révolutionnaire de se revendiquer du combat de cette fraction éphémère au sein du parti bolchevique. Même la Communist Workers Organization en publie certains articles en traduction anglaise dans sa revue *Revolutionary Perspective*. Mais se revendiquer de cette fraction et de son combat, c'est inévitablement y donner raison contre les Lénine et Trotsky sur les questions de politique intérieure et extérieure durant les premières années de la révolution d'octobre. De même qu'affubler cette fraction de l'étiquette communiste de gauche⁷⁶ mène inévitablement à prétendre à une continuité politique entre la revue *Kommunist* et les groupes de la Gauche communiste actuelle.

Or, la Gauche communiste, particulièrement dans sa tradition "italienne" s'est toujours tenue aux côtés des bolcheviques sur toutes les questions principales que les camarades de la revue *Kommunist* soulevaient. La vogue actuelle pour la revue *Kommunist* n'est en fait qu'une nouvelle façon pour les courants plus ou moins conseillistes du milieu politique révolutionnaire actuel de nous servir leur éternelle et invariable plainte anti-léniniste : dès le jour 1 de la révolution, les bolcheviques n'ont fait que paver la voie à la contre-révolution et au stalinisme.

Le but de cet article sera ainsi de démontrer que les positions défendues par les militants autour de la revue *Kommunist*, pourtant des militants illustres du parti bolchevique dans bien des cas, ne peuvent être associées à la Gauche communiste. En fait, ces camarades mettent de l'avant des positions et conceptions plutôt anarchisantes. Nous diviserons notre propos selon les grands thèmes qui sont mis à discussion au travers de la revue *Kommunist*, c'est-à-dire d'abord la question du traité de Brest-Litovsk et la tactique de la guerre révolutionnaire, ensuite la construction du socialisme et le capitalisme d'État.

Brest-Litovsk et guerre révolutionnaire

Pour bien comprendre la signature du traité de Brest-Litovsk par le pouvoir bolchevique en 1918, il faut tout d'abord remettre en perspective le contexte historique. Après une propagande défaitiste incessante au sein de la vieille armée tsariste par les révolutionnaires mais aussi après que cette armée ait essuyé des défaites importantes

face à l'ennemi, le front militaire à l'Est était en débandade complète. La révolution d'octobre ne fit que clouer le cercueil de la guerre impérialiste en Russie. L'ancien territoire de l'empire russe n'était donc de facto plus en guerre avec qui que ce soit. Il est cependant clair que les autres impérialismes ont voulu tirer avantage de cette situation en tentant une attaque sur la Russie. Et c'est exactement ce que fit l'Allemagne.

La signature par les bolcheviques n'était donc en rien une compromission ou une trahison des principes. Il s'agissait seulement d'utiliser le canal de la diplomatie pour éviter une invasion du territoire révolutionnaire qui, de toute façon, n'aurait même pas eu la capacité de se défendre sérieusement contre ses assaillants, vu qu'il était toujours sans armée !

La fausse alternative au fond quelque que peu infantile, mourir ou trahir, était parfaitement exprimée par Radek : « Si la révolution russe était écrasée par la contre-révolution bourgeoise, elle renaîtrait comme le Phénix ; si par contre elle perdait son caractère socialiste, et décevait par ce fait les masses ouvrières, alors ce coup aurait des conséquences dix fois plus terrible pour l'avenir de la révolution russe et internationale. »⁷⁷ Les révolutionnaires actuels peuvent bien voir dans ces belles paroles, belles seulement du point de vue littéraire, une prophétie prédisant ce qui allait devenir le stalinisme⁷⁸. Mais ce ne serait là que réécrire l'histoire en la modifiant sous l'effet du traumatisme, très réel, qu'a engendré le stalinisme pour le mouvement révolutionnaire. L'utilisation hors contexte de cette citation par des courants plutôt conseillistes aujourd'hui ne sert qu'à accréditer leur théorie selon laquelle le ver stalinien était caché depuis le tout début dans la pomme bolchevique. Or, du point de vue politique, quelle est l'alternative que Radek propose en avril 1918 ? Périr aux mains de la contre-révolution ou trahir des principes purs et éternels. Cette perspective était complètement défaitiste en 1918 alors que, rappelons-le, la révolution internationale prenait tout juste son élan. Si on va au bout du raisonnement de Radek, les bolcheviques auraient-ils dû laisser tomber le pouvoir de peur de trahir les principes ? Considérer comme une possibilité le fait

77 . Radek, Karl, « Cinq mois après », *Kommunist*, #1, Éditions Smolny, Toulouse, 2011, p. 67.

78 . Voir le contenu politique très conseilliste, si ce n'est anarchisant, de la préface et de la postface de l'édition par Smolny. Voir aussi la critique qu'en a fait la FGCI dans son texte *Lutte contre L'opportunisme : La défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre est toujours une frontière de classe !* : http://fractioncommuniste.org/fra/bci07/bci07_5.php

76 . En fait, le terme « communistes prolétariens » est davantage utilisé par les rédacteurs de cette revue.

pour des militants révolutionnaires d'abandonner le pouvoir dès le commencement du processus révolutionnaire parce qu'il est impossible de réaliser les principes révolutionnaires dans l'immédiat n'est pas faire preuve d'intransigeance révolutionnaire. Au contraire il s'agit d'un des multiples masques que peut porter l'opportunisme, dans le cas qui nous occupe : l'immédiatisme anarchisant et l'abandon dans la pratique du principe internationaliste de la dictature du prolétariat et de son exercice.

Quelle était la perspective alternative proposée par les camarades de la fraction *Kommunist* ? La fameuse guerre révolutionnaire. « *Avant le triomphe de la révolution ouvrière et paysanne, il faudra déclarer la guerre révolutionnaire, c'est-à-dire accorder aux prolétaires qui ne sont pas encore vainqueurs un soutien armé. Cette guerre peut prendre différents aspects. Si nous parvenons à remonter notre économie, nous prendrons l'offensive. Mais s'il nous est impossible de rassembler les forces nécessaires, nous mènerons une guerre défensive (...), une guerre sainte au nom des intérêts du prolétariat ; notre combat résonnera comme un fraternel appel aux armes. Ce conflit allumera le brasier de la révolution socialiste mondiale* »⁷⁹. On voulait donc proposer une tactique offensive immédiatiste à la française, c'est-à-dire à l'image des guerres révolutionnaires qui ont eu lieu durant la Révolution française.

Lénine répondit vigoureusement à la tactique de guerre révolutionnaire dans son article polémique *Sur la phrase révolutionnaire*. Celui-ci rétorqua en effet aux camarades de la fraction *Kommunist* qu'appeler à la guerre révolutionnaire alors que l'armée est démobilisée, c'est-à-dire sans avoir à sa disposition une armée, c'est au mieux des belles paroles en l'air, au pire de l'aventurisme pur et dur. « *Il est évident pour tous (sauf peut-être pour ceux que la phrase enivre complètement) qu'accepter un important conflit insurrectionnel ou militaire alors qu'on ne dispose manifestement pas de forces suffisantes, qu'on n'a manifestement pas d'armée, c'est se lancer dans une aventure qui, loin d'aider les ouvriers allemands, rendra leur lutte plus*

difficile et facilitera la tâche de leur ennemi et du nôtre »⁸⁰. La seule possibilité d'utiliser la tactique de la guerre révolutionnaire pour Lénine serait dans une situation où la révolution se trouverait isolée, c'est-à-dire une situation où la révolution aurait vaincu dans un pays mais ne s'étendrait pas à d'autres au bout d'une certaine période de temps. Cette tactique est donc pour Lénine un dernier recours : « *Notre presse a toujours parlé de la nécessité de préparer la guerre révolutionnaire au cas où le socialisme triompherait dans un seul pays, le capitalisme subsistant dans les pays voisins. C'est indiscutable* »⁸¹. En 1918, c'est-à-dire en plein début du processus de révolution internationale enclenché avec octobre 1917, on ne peut pas encore dire que le révolution en Russie était isolée.

La tactique des bolcheviques est donc bien clair, et surtout bien révolutionnaire. Il faut à tout prix signer la paix pour ainsi gagner du temps dans l'attente de l'extension de la révolution au moins d'abord en Europe occidentale. De plus, ce court répit leur permettra de mettre sur pied une armée rouge, ce à quoi s'attela effectivement Trotsky.

L'arme la plus efficace pour travailler à l'extension de la révolution internationale ne pouvait être en aucun cas la guerre révolutionnaire. Le

courant de gauche du Parti socialiste italien, le même courant qui allait plus tard assumé le leadership dans la formation du Parti communiste d'Italie, développait déjà en 1918 des arguments parallèles aux bolcheviques par rapport à Brest-Litovsk et à la guerre révolutionnaire : « *L'argument des partisans de la résistance, à savoir que la "guerre sainte" – en dehors de ses chances de réussite – aurait constitué une véritable et authentique lutte de classe du prolétariat russe contre l'impérialisme capitaliste, ne tient pas face à la constatation du fait que les armées de l'impérialisme sont malheureusement constituées de prolétaires, et équivaut à embrasser la position interventionniste qui met le peuple allemand au banc de l'Internationale et du Socialisme. (...) La tactique de la "guerre sainte" aurait au contraire creusé l'abîme entre les deux peuples et lié le peuple allemand au char de ses dirigeants, posant d'insurmontables difficultés au développement historique à venir de la révolution russe ; et elle aurait troublé la totalité du*

79 . Boukharine, Nicolas, cité dans Cohen, Stéphen, *Nicolas Boukharine, la vie d'un bolchévick*, Éditions Maspero, Paris, 1979, p. 77

80 . Lénine, « *Sur la phrase révolutionnaire* », *Kommunist*, Éditions Smolny, Toulouse, 2011 p. 350.

81 . *Ibid*, p. 345

processus social d'élimination des institutions capitalistes, préparant la voie à un néo-nationalisme russe qui aurait asphyxié le socialisme »⁸². Bref, tout ce détour sur la guerre révolutionnaire ne doit pas nous faire oublier que la véritable arme du prolétariat international pour travailler à l'extension mondiale de la révolution fut fondée en 1919 sous l'impulsion du parti bolchevique : L'Internationale Communiste. La fondation de cet organisme, véritable parti communiste mondial, permit de mettre sur pied dans la plupart des pays une section du parti qui avait pour tâche de préparer, d'être partie prenante de la lutte révolutionnaire et de la diriger.

Et finalement, le bien fondé de la tactique bolchevique, c'est-à-dire la signature à tout prix d'un traité de paix en attendant un renfort révolutionnaire en Europe occidentale, ne se voit-il pas complètement justifié quand, pas même une année après Brest-Litovsk, en novembre 1918, la révolution surgit en effet en Allemagne ?

Construction du socialisme et capitalisme d'État

La polémique autour de Brest-Litovsk deviendra bien vite obsolète dans la mesure où les bolcheviques, jamais un parti monolithique mais davantage un parti traversé par les mêmes débats et divergences qui traversent aussi le prolétariat comme classe en processus d'unification, ont finalement convenu de signer le traité de paix avec l'Allemagne. Le focus de la fraction *Kommunist* se déplaça ainsi vers les questions de la gestion économique et du capitalisme d'État. En effet, dans leur polémique dans les pages de la revue *Kommunist* certains camarades reprochent aux "communistes de droite" et à Lénine en particulier, de construire le socialisme avec l'aide des capitalistes, ce qui ne pouvait que mener au capitalisme d'État, antithèse du socialisme. Sous ce verbiage révolutionnaire, il y a tant de confusions et de libertés prises par rapport à la théorie communiste de Marx qu'il nous faut réexaminer ce débat de manière globale, à savoir lier le débat sur la gestion économique du début de la révolution d'Octobre au but final de la révolution : la société communiste.

Comme prémisse générale pour établir une conception communiste de la gestion économique dans la société russe en 1918, il faut réaffirmer que le communisme est le produit de la grande industrie capitaliste. Ce principe de base est présent en toutes pages dans le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Or, dans la Russie de 1918, force est de constater que l'économie est encore loin de la phase de la grande industrie. Si on fait exception des quelques îlots ultra-capitalistes et

modernes dans les grandes villes, la Russie est à un stade, très arriéré par rapport au reste de l'Europe, de petite propriété mêlée aux vestiges féodaux.

À ce constat, il ne faut pas en déduire que la révolution n'était pas à l'ordre du jour en Russie. Cela serait accréditer la position menchevique⁸³ d'alors selon laquelle en Russie la révolution bourgeoise seulement était à l'ordre du jour. La social-démocratie russe devait, selon cette position, constituer l'aile gauche de la bourgeoisie lors de sa révolution et en rester là. C'est sans surprise que cette position foncièrement opportuniste fut fortement critiquée par la gauche social-démocrate de l'époque. Cette gauche internationale, avec Lénine en tête, montra au contraire le caractère international de la prochaine révolution et donc son caractère politique fondamentalement prolétarien.

La révolution prolétarienne en Russie devint donc possible malgré le retard économique dans la mesure où elle se liait à la révolution internationale montante. Le rapport de force entre les classes de l'époque mais aussi la capacité politique des prolétaires russes firent en sorte que ce fut à partir de la Russie que l'étincelle de la révolution mondiale partit. « *Le socialisme est également impossible sans que le prolétariat domine dans l'État : cela aussi, c'est de l'a b c. Et l'histoire (dont personne, sauf peut-être des benêts mencheviques de première grandeur, n'attendait qu'elle produisit sans heurt, dans le calme, facilement et simplement le socialisme « intégral ») a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance, en 1918, à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques, d'autre part* »⁸⁴. C'est ainsi que la direction politique parmi les plus avancées d'Europe se retrouva à diriger un territoire révolutionnaire isolé et entouré d'ennemis menant des interventions militaires directes et indirectes (par le soutien aux armées blanches), où l'économie était parmi les plus retardataires d'Europe et avait été ravagée par la guerre impérialiste, puis ensuite par la guerre civile. Cela est indispensable à garder en mémoire pour juger la politique des bolcheviques lors des premières années de

82 . Amadeo Bordiga, *Histoire de la gauche communiste*. Tome I, « 1912 – 1919 », p. 372-373, http://classiques.uqac.ca/classiques/bordiga_amedeo/histoire_gauche_com_I/HGC_t_I.html

83 . Il est utile de noter que les conseillistes reprendront en partie, à partir des années '30, la théorie menchevique selon laquelle la Russie n'était que mûre pour une révolution bourgeoise. Voir entre autres les *Thèses sur le bolchevisme* publiée dans Korsch, Karl et al., *La contre-révolution bureaucratique*, Union générale d'éditions, Paris, 1973, p.23-54

84 . Lénine, *Sur l'infantilisme de gauche et la mentalité petite bourgeoise*, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/05/vil19180505.htm>

la révolution.

La Russie étant à peine sortie du stade précapitaliste, la tâche des bolcheviques, tout en travaillant à l'extension de la révolution mais en même temps en attendant son avènement, ne pouvait qu'être d'abord de maintenir la dictature de classe et, en second, d'établir les bases de la grande industrie en Russie. Il est certain qu'une révolution dans un grand centre capitaliste aurait changé drastiquement la donne, permettant à la Russie de sauter en quelque sorte les étapes du développement capitaliste. La politique bolchevique était donc basée sur l'unité de la politique intérieure et extérieure : à l'intérieur, développement de la grande industrie comme base de la socialisation permettant la société communiste, à l'extérieur, travail de renforcement de la révolution mondiale au travers notamment de la fondation de l'Internationale Communiste.

Il n'y avait pas d'ombre à la position de Lénine. Celui-ci était bien conscient que l'économie russe n'avait encore rien de socialiste et qu'en développant le capitalisme d'État le nouvel "État prolétarien" ne faisait que jeter les bases d'une transformation communiste ultérieure de l'économie.

« Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste »⁸⁵. Les camarades de la revue *Kommunist* étaient au contraire loin de jeter une quelconque lumière sur le processus révolutionnaire en particulier du point de vue économique. En s'opposant au capitalisme d'État de manière principiel, ces camarades n'étaient pas en mesure de voir que la grande industrie était nécessaire à l'établissement de la société communiste.

Ces confusions sont bien exprimées par Boukharine : « La socialisation de la production est l'antithèse du capitalisme d'État. Elle est l'étape de transition du socialisme au communisme quand la dictature du prolétariat disparaîtra comme inutile et quand les classes se dissoudront dans la société communiste sans État devenue unie et harmonieuse. Notre mot d'ordre comme celui du parti communiste n'est pas le capitalisme d'État. Il est : "vers la socialisation de la production – vers le socialisme!" »⁸⁶. Le capitalisme

d'État était au contraire la dernière étape de la socialisation capitaliste de l'économie et c'est pour cela que les bolcheviques le préconise en attendant la révolution dans des pays plus développés. Son mot d'ordre "vers la socialisation de la production" trahit aussi une volonté de socialiser la production en Russie telle quelle était en 1918, c'est-à-dire socialiser la petite production précapitaliste ! En plus d'être une position davantage libertaire ou S-R de gauche que marxiste, ce mot d'ordre utopique fera en sorte que le revue *Kommunist* mettra de l'avant des mesures formelles de gestion de l'économie qui auront tendance à perdre de vue l'objectif final de l'établissement de la société communiste.

Entre autres mesures centrées sur la gestion économique, on voulait éliminer de la direction des entreprises les capitalistes pour que la gestion soit assurée par les ouvriers eux-mêmes. Cela est bien exprimé par Ossinski : « Pour que la nationalisation ait un tel sens et devienne socialisation, il faut avant tout que l'organisation de l'économie des entreprises nationalisées se fasse sur les bases du socialisme, c'est-à-dire que la direction par le capital soit éliminée et que, dans l'organisation de l'entreprise, il n'y ait aucune possibilité pour restaurer cette direction (...) »⁸⁷. « Nous ne nous plaçons pas du

« Notre tâche, puisque nous sommes seuls, est de maintenir la révolution (...) jusqu'au moment où [elle] aura mûri dans d'autres pays (...).

Si nous pouvions en Russie réaliser sous peu un capitalisme d'État, ce serait une victoire. Comment peuvent-ils [la fraction Boukharine] ne pas voir que le petit propriétaire, le petit capital est notre ennemi ? Comment peuvent-ils voir dans le capitalisme d'État notre principal ennemi ? (...) Le capitalisme d'État est quelque chose de centralisé, de calculé, de contrôlé et de socialisé, et c'est précisément ce dont nous manquons » (Lénine, Rapport sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets, 29 avril 1918).

point de vue de la "construction du socialisme sous la direction des dirigeants des trusts". Nous sommes dans l'optique de la construction du socialisme prolétarien par la classe ouvrière elle-même et non pas en suivant les directives des "capitaines d'industrie" »⁸⁸. Or cette prise de position a le défaut de faire d'importantes concessions aux théories trade-unioniste et anarcho-syndicaliste. Le communisme n'est pas la remise des usines dans les mains des ouvriers qui y travaillent⁸⁹. Le communisme détruit au contraire l'usine comme unité de base de la société capitaliste. C'est ainsi l'ensemble de la société maintenant unifiée qui coordonne consciemment la production selon ses besoins. Il est complètement illusoire et dangereux de penser que donner le pouvoir au sein des murs restreints de l'usine

Toulouse, 2011, p. 225-226

87 . N. Ossinski, « La construction du socialisme », *Kommunist*, #1, Éditions Smolny, Toulouse, 2011, p. 102

88 . N. Ossinski, « La construction du socialisme », *Kommunist*, #2, Éditions Smolny, Toulouse, 2011, p. 139

89 . Amedeo Bordiga, *Prendre l'usine ou prendre le pouvoir?*, Paru en italien dans *Il Soviet* en 1920. Consultable sur : <http://www.igcl.org/Prendre-l-usine-ou-prendre-le>

85 . *Ibid.*

86 . Boukharine, Nicolas, « Certaines notions essentielles de l'économie moderne », *Kommunist*, #3, Éditions Smolny,

capitaliste aux travailleurs soit une mesure socialiste. Parlez-en aux travailleurs désabusés qui ont expérimenté les techniques modernes de cogestion et d'autogestion mises de l'avant par le nouveau management !

Les bolcheviques avaient raison d'utiliser de manière contrôlée les connaissances et les compétences de certains capitalistes afin de sortir rapidement la Russie du stade précapitaliste. Évidemment, il fallait les utiliser avec précaution, c'est-à-dire sans jamais perdre de vue le but final de la révolution et en les assignant strictement à ce but. Au contraire, les camarades de la revue *Kommunist* ne firent que mettre de l'avant diverses panacées immédiatistes qui sonnent radicales, mais qui sont toujours étrangères au marxisme : socialisme d'entreprise, anarcho-syndicalisme, autogestion, ouvriérisme, etc, et qui au lieu de pousser vers l'avant l'évolution économique, la tirait vers le passé précapitaliste. « *C'est justement parce qu'il est impossible, en partant de la situation économique actuelle de la Russie, de progresser sans passer par ce qu'il y a de commun au capitalisme d'État et au socialisme (l'inventaire et le contrôle exercés par la nation), qu'il est complètement absurde au point de vue théorique de vouloir terroriser tout le monde et soi-même en invoquant "l'évolution vers le capitalisme d'État" (Kommunist n° 1, p. 8, 1^o colonne). C'est, très précisément, laisser sa pensée "s'écarter" du chemin véritable que suit "l'évolution", c'est ne pas comprendre ce chemin. Dans la pratique, cela revient à tirer en arrière vers le capitalisme basé sur la petite propriété* »⁹⁰. En plus ces panacées ont fondé un mythe de la construction du socialisme qui préfigurent sous certains aspects le mythe de la construction du socialisme dans un seul pays du stalinisme. Or, comme Marx l'expliquait à propos de la Commune de Paris, le socialisme ne se construit pas. Il est révolutionnairement libéré des entrailles du capitalisme par le prolétariat. « *La classe ouvrière n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple. Elle sait que pour réaliser sa propre émancipation et avec elle cette forme de vie plus élevée à laquelle tend irrésistiblement la société actuelle par son propre développement économique, elle aura à passer par de longues luttes, par toute une série de processus historiques qui transformeront complètement les circonstances et les hommes. Elle n'a pas à réaliser un idéal, mais seulement à libérer les éléments de la nouvelle société que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre* »⁹¹.

Toutes ces précisions sur le capitalisme d'État ne

90 . Lénine, *Sur l'infantilisme de gauche et la mentalité petite bourgeoise*,
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/05/vil19180505.htm>.

91 . Marx, Karl, *La guerre civile en France*, Éditions sociale, Paris,

signifient pas que pour le marxisme le capitalisme d'État est le régime universel durant la période de transition. Au contraire, celui-ci est à préconiser dans certaines conditions qui sont aujourd'hui pratiquement totalement épuisées. Pour Marx en Allemagne en 1848 comme pour Lénine en Russie en 1917, le capitalisme d'État restait un outil que la classe ouvrière devait utiliser dans le cas d'une révolution dans un pays plutôt arriéré, pour pousser vers l'avant l'économie justement arriérée et dépasser la petite production, en attendant que la révolution s'étende à d'autres pays, en particulier ceux les plus développés.

Bref, bien que certaines mesures prises par les bolcheviques ont pu paraître antagoniques au principes du communisme dans l'immédiat, ces mesures furent toujours prises selon les nécessités du temps et pour abroger le plus possible la route vers le communisme. La rectitude de ces mesures leur vint de leur fidélité au programme communiste et du fait que toutes leurs actions étaient directement dictées par le processus historique de l'établissement de la société communiste. C'est le but final qui dicte nos actions, et non pas la politique contingente au jour le jour. Là où la contre-révolution a montré le bout du nez, ce fut d'abord quand la perspective de la révolution mondiale fut abandonnée et remplacée par la construction du socialisme dans un seul pays⁹². Ensuite, le stalinisme prétendit que le capitalisme d'État était déjà en fait le socialisme, d'où la confusion toujours bien entretenue par l'idéologie dominante entre régimes capitalistes d'État, tels l'URSS ou la Chine, et le communisme, société sans classe ni État. Mais, tout ça fut fait non pas grâce à l'héritage de Lénine et des bolcheviques, mais contre cet héritage.

C'est justement cette nuance importante que les néo-conseillistes pro-*Kommunist* rejettent actuellement. De ce fait, ils tendent à abandonner le principe primordial de la dictature du prolétariat (l'abandon du pouvoir) ; et, sous couvert de critique du capitalisme d'État, ils jettent de la confusion sur la possibilité de mesures socialistes dans un pays isolé qui ouvre la voie à la théorie du socialisme en un seul pays. En quoi, in fine, le conseillisme d'aujourd'hui rejoint sur le fond théorique Staline et le justifie tout en essayant de nous faire passer cette sauce pour de la Gauche communiste. Dommage que des groupes de la Gauche communiste comme la TCI, du moins ses pages anglaises, se prêtent à cette offensive anti-bolchevique et anti-marxiste...

Robin, juillet 2019

1953, p. 46.

92 . Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain et sans lutte. Les oppositionnels, Trotsky en tête, ont lutté pour que le parti bolchevique garde son programme de révolution mondiale, mais ont été défaits. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain et sans lutte. Les oppositionnels, Trotsky en tête, ont lutté pour que le parti bolchevique garde son programme de révolution mondiale, mais ont été défaits.

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.